

le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10^e — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

Contre l'Espagne ouvrière...

Par l'exercice de notre force...

La semaine dernière, notre imprimerie nous a fait savoir qu'une augmentation nouvelle de 20 % porterait à 40 % l'élévation totale du prix depuis six mois — depuis juillet.

Ce chiffre de 40 % ne semble d'ailleurs pas être un cas isolé. D'une rapide enquête à laquelle nous nous sommes livrés, il ressort d'une manière aveuglante que c'est un mot d'ordre général qui par actuellement des hautes sphères domine le capitalisme. Non seulement le Capital ne veut rien céder de ses profits, mais il entend sinon encore les accroître à l'occasion des événements sociaux que nous avons traversés ces mois derniers, tout au moins que la marge bénéficiaire des entreprises demeure intacte. De sorte que les augmentations de salaires et la diminution des heures de travail se répercutent uniquement sur le standard de vie des travailleurs, qui se voit ainsi abaissé au lieu d'être haussé.

La Tribune des fonctionnaires, journal gouvernemental s'il en fut, nous annonce que l'indice pondéré des prix de détail était en janvier — c'est-à-dire avant la dernière hausse — de 567 au lieu de 494 en septembre, et de 454 il y a un an. Ainsi, avec ce dernier chiffre, nous nous apercevons que le prix de la vie avait augmenté en janvier de 25 % en un an. Que sera-t-il désormais avec cette progression en flèche résultant de l'application des quarante heures ?

Les salariés sont donc contraints de poursuivre une lutte inégale avec un handicap constant.

C'est cependant le moment que choisissent les représentants patentés de la classe ouvrière pour prêcher à celle-ci le calme, sinon le recouvrement.

Blum se déplace tout exprès sur les chantiers de l'Exposition — si bien torpillée d'ailleurs par les grandes firmes capitalistes — pour adoucir les ouvriers de ne pas exagérer leurs « préventions ». Ensuite de quoi les ouvriers du bâtiment se sont vu octroyer généralement 40 francs par semaine d'augmentation !

Quant aux métallos, eux, leurs « préventions » ont été réduites de moitié, et les 15 %, grâce à une manœuvre savante des dirigeants politico-syndicalistes, sont devenus 8,50 %.

La tactique de freinage de la combativité ouvrière, dont les communistes se font les champions depuis le mois de juin, porte ses fruits. La classe ouvrière qui attendait monts et merveilles du Front populaire, voit au contraire son sort s'aggraver.

Cependant que l'économie capitaliste demeure intacte dans sa structure, les avantages conquis par l'action directe se voient de jour en jour diminués.

L'arbitrage obligatoire, ce lacet passé au cou du droit de grève, étrangle les revendications ouvrières.

Il est évident que cette désastreuse situation ne pourra aller qu'en s'aggravant si une poussée nouvelle des ouvriers ne vient faire échec au plan d'offensive générale établi par le patronat.

Les revendications ne peuvent plus seulement porter sur des augmentations de salaire qui s'avèrent de plus en plus illusoires.

Ce que la classe ouvrière doit désormais revendiquer parallèlement, c'est le droit de mettre son nom dans les livres de comptes du patronat : c'est le droit d'exercer son contrôle. Il y a maintenant des organisations syndicales assez puissantes pour que cette revendication n'apparaisse plus comme extravagante.

C'est ainsi seulement qu'elle pourra sauvegarder ses conditions de vie et les améliorer.

C'est un droit qui, comme les autres, ne s'acquerra que par l'exercice de sa force, de notre force...

...la trahison partout !

Nous voulions une manifestation de rue puissante pour contraindre le Gouvernement à rompre le blocus et pour permettre à la classe ouvrière d'aider efficacement la révolution espagnole.

Nous avions écrit aux organisations se réclamant du Front Populaire, dans l'espérance qu'elles comprendraient notre souci, qu'elles admettraient notre point de vue et qu'une démonstration des masses populaires, aux conséquences heureuses pour l'Espagne antifasciste, se déroulerait dans Paris.

Nous pensions que l'Union des Syndicats de la Seine et la Fédération

parisienne du Parti communiste répondraient au moins favorablement à notre proposition.

Hélas !

Voici la réponse qu'elles nous ont fait parvenir par l'entremise du secrétariat administratif du Comité national du Rassemblement populaire :

Le Comité national, dans sa réunion du 4 février, a examiné votre proposition de manifestation de rue organisée par le Rassemblement populaire en accord avec le Comité pour l'Espagne libre ;

A l'unanimité, le Comité national a été d'avis de ne pas envisager pour l'instant une semblable manifesta-

tion. Voilà une unanimité dont certains partis n'ont pas lieu d'être très fiers.

Ce n'est pas encore le moment, paraît-il, d'envisager une manifestation grandiose pour l'Espagne. Ah ! si M. Blum était une seconde fois égratigné ou si M. Dormoy imitait jusqu'au bout son prédécesseur, l'on verrait ce que l'on verrait et la population parisienne serait aussitôt appelée à déferler dans les rues de Paris ; mais, pour la Révolution espagnole, fi donc !

Nous avons la nausée d'une semblable attitude.

Le Comité pour l'Espagne libre.

TRAVAILLEURS, A L'ACTION? - OUI!

La preuve est faite — si flagrante que nul ne peut raisonnablement la contester — que la guerre qui, depuis près de sept mois, déchire l'Espagne n'est pas une guerre civile comme les autres.

Les causes qui l'ont déterminée, les conditions dans lesquelles elle a éclaté, le caractère qu'elle a revêtu presque immédiatement, l'empressement avec lequel l'Italie mussolinienne et l'Allemagne de Hitler ont prêté leur appui à l'agresseur, enfin le but que, visiblement, Franco et ses complices poursuivent sont autant de circonstances de nature à établir, jusqu'à l'évidence, que cette guerre n'est pas une de ces guerres civiles dont l'histoire enregistre tant d'exemples « classiques », mais une guerre « de classe » une guerre « sociale ».

Tout observateur, sérieux et impartial, de pénétration simplement moyenne, est actuellement convaincu que la partie qui se joue de l'autre côté des Pyrénées déborde démesurément la Péninsule Ibérique, et que l'enjeu de cette lutte, de part et d'autre implacable, ce n'est pas seulement le sort immédiat du Peuple Espagnol, mais encore, mais surtout, le destin dans un très proche avenir, du Proletariat international.

Il semble bien que, dès le début, nos chers amis de la C.N.T. et de la F.A.I. s'en sont rendu compte.

(1) Voir dans le précédent numéro du *Libertaire*, l'article : « Blum à l'action ? Non ! »

Des entretiens que j'ai eus en Catalogne, avec un certain nombre de militants et non des moindres, j'ai eu l'impression très nette que ces militants ont tout de suite

pris conscience de la mission historique que les circonstances leur conféraient ; et c'est pourquoi, farouches, intrépides, ils se sont jetés dans la bataille bravant la mort et ne reculant devant aucune responsabilité.

Peut-on penser que ces vaillants aient donné et donné leur vie pour la défense de la République bourgeoise en Espagne ? Peut-on croire un instant que, s'ils ont versé et continuent à verser leur sang avec un hérosme qui n'a jamais été surpassé, c'est pour conserver le Pouvoir à Azana et à Largo Caballero ?

Quelle sinistre et ridicule plaisanterie ! Ce serait faire injure à leur raison et à leur cœur — et il sont aussi riches en celle-ci qu'en celle-là — que d'attribuer l'héroïsme et l'esprit de sacrifice de nos camarades à une cause qui, sans les laisser totalement indifférents, est bien loin de les passionner.

Sans aucun doute, les Syndicalistes Révolutionnaires de la C.N.T. et les anarchistes de la F.A.I. sont irrévocablement déterminés à tout oser et à tout faire pour abattre l'aspirant dictateur qui incarne l'écrasante domination militaire et cléricale en Espagne, qui est le défenseur du capitalisme mondial et le serviteur de la pire réaction cosmopolite.

C'est là l'aspect défensif et qu'on peut appeler négatif de la résistance antifasciste en Espagne.

SEBASTIEN FAURE.
(Voir la suite en 7^e page.)

POUR NOS ENFANTS ADOPTIFS

A l'aide pour les pauvres petits !

Incessamment, 50 enfants, évacués de Madrid, et dont le père et la mère sont disparus dans la tourmente, seront installés par nos soins, et grâce à l'initiative de Pierre Odéon et de Bonomini, dans un château près de Gérone.

Nous en prenons toute la charge. Nous ferons tous les frais que nécessitera l'existence de ces pauvres petits. Et pour y parvenir nous comptons sur vous, amis lecteurs.

Il nous faut de l'argent. Mais il nous faut surtout du linge, des vêtements, des denrées : lait condensé, chocolat, cacao, sucre, farine, pâtes, etc.

Apportez-nous tout cela très vite. Et que l'effort qui va être fait pour vos gosses adoptifs, camarades, ne porte pas tort au Centre de ravitaillement des militaires.

LE COMITÉ POUR L'ESPAGNE LIBRE.

ESPAGNE ! ESPAGNE !

Le Fascisme s'est abattu
Sur la Péninsule Ibérique,
Sans armes, à peine vêtus.

Le peuple lui donna, vertement, la réplique.

Voici Madrid et ses trésors,
Voici Grenade la Jolie,
Barcelone la vieille amie ;
Voici Burgos, sa flèche d'or,
Valence, Tolède, Murcie.

Partout, partout la même volonté.

Le même but : Sauver la liberté !

La lutte sera longue, impitoyable et dure.

Pour faire œuvre vraiment de Civilisation.

Il faut, des Pays Basques à l'Estramadure,

Que le dernier mot reste à la Révolution !

C'est Ascaso, c'est Durruti,

C'est Cottin, c'est d'autres qui tombent.

Et le vieux monde s'engloutit.

Mais un monde nouveau naît autour de ces tombes.

Ainsi s'en vont par le Grand Soir,

Au seuil d'une nouvelle vie.

Ces Incroyables, ces sans-patrie,

Ces pleins d'amour, ces pleins d'espoir

Aux coeurs gonflés de poésie,

Ces grands héros, ces vaillants précurseurs,

Ces artisans de l'idéal bonheur.

Demain les chantera, fera briller leur gloire,

Car demain sera fait de leurs aspirations,

Et leurs efforts seront consignés dans l'histoire :

Que le dernier mot reste à la Révolution !

Sans appel, notre jugement

Frappe la horde autoritaire.

L'heure n'est pas au sentiment,

Frères, vos assassins cessent d'être vos frères.

Seriez-vous du même clocher,

Seriez-vous du même village,

De quelque proche parentage,

Ensemble auriez-vous bamboché,

Exploré les mêmes corsages,

Tout disparaît ! Dans un siècle d'horreurs

Au sentiment on doit fermer son cœur.

Chez nous, quatre-vingt-neuf a fait un nettoyage,

Frères, faites le vôtre, épurez la nation,

Nul fasciste ne doit échapper au carnage,

Que le dernier mot reste à la Révolution.

Espagne ! Espagne !

Terre de douleurs,

Le sang de tes penseurs

Teint tes hautes montagnes.

Ce sang vengeur,

Comme un levain sauveur

Tire de leur torpeur

Tes villes, tes campagnes,

Espagne ! Espagne !

Pour la lutte du droit,

Tombent dans maints endroits

Tes sublimes compagnies.

Vaincre ou mourir, mais mourir en beauté,

Que nos efforts et les tiens se confondent,

En défendant ta propre liberté,

Nous défendons aussi la paix du monde.

Charles d'AVRAY.

La farce continue au Comité de non-intervention de Londres.

A cette non-intervention opposons l'intervention ouvrière.

Plus que jamais :
Prolétaires
à l'action !

PAIX BOITEUSE

Chaque semaine apporte son contingent d'événements et d'inquiétudes. Nous avons, la semaine dernière, indiqué quelles sont les revendications allemandes concernant les colonies et signalé l'attitude des gouvernements intéressés. Mais ce serait une erreur de croire que le Reich borne à ses objectifs et n'envisage point d'autres moyens de briser le cercle de fer où le traité de Versailles, prétexte à contenir. La presse vient de nous renseigner sur les négociations que le gouvernement allemand mène avec la Pologne : Berlin et Varsovie seraient sur le point de conclure un accord au sujet de Dantzig. Pasant par-dessus la Société des Nations à laquelle incombe le soin de veiller sur le sort de la Ville Libre, le Führer aurait obtenu du gouvernement polonais la reconnaissance de la souveraineté de l'Allemagne sur Dantzig en échange de quoi l'existence du Couloir Polonais serait admise par Berlin. On ajoute, par ailleurs, que le Reich, au cas où l'Angleterre et la France ne se présenteraient pas à ses revendications coloniales, proposerait comme une manière de compensation, cette réalisation de l'Auschluss qui demeure au fond de la politique germanique depuis Bismarck. Comme pour dénoncer ce projet, on annonce que la pression de l'Allemagne sur l'Autriche s'accentue de telle façon qu'il ne reste plus au Front Patriotique du chancelier Schuschnigg d'autre recours, s'il veut éviter la capitulation, de se jeter dans les bras des Monarques qui veulent restaurer Otto de Habsbourg.

Ces développements normaux de l'imperialisme allemand constituent évidemment de très graves dangers de guerre. Ce dynamisme — pour reprendre une expression à la mode — de Berlin risque de jeter bas l'édifice fragile dressé par les traités qui termineront la guerre. Nier ces faits serait pure folie. On ne niera pas davantage que l'Allemagne ne se contente pas d'envisager des remaniements « pacifistes » et qu'elle y travaille fiévreusement. Des faits troublants ont été révélés à la suite des conversations Goering-Mussolini et qui tendraient à faire croire qu'en échange de la reconnaissance d'intérêts spéciaux de

ce pourra aligner des forces militaires au moins équivalentes à celles de l'Allemagne ou, pour reprendre la formule stalinienne, porter ses armements au niveau de sa sécurité, on doit reconnaître que cette course ne saurait se prolonger très longtemps puisque l'Allemagne dispose de ressources en hommes considérablement supérieures à celles de la France et que son potentiel industriel bénéficie d'une imposante marge bénéficiaire. On n'empêchera pas non plus l'Allemagne de se chercher des alliés mécontents comme elle et comme elle décidera de tenter l'impossible pour que « ça change ».

D'où il résulte qu'il n'est point de paix possible sur le plan capitaliste. C'est une vérité que nous n'avons pas la prétention d'avoir déouverte.

LASHORTES.

Que les parents commencent !

Chaque fois que, dans notre belle société, un individu assassine son père ou sa mère, la grande presse, qui défend si dignement la morale traditionnelle, jette les hauts cris et publie l'« effrante » nouvelle avec des titres horribles. Et les chroniqueurs devoient à l'indignation publique cet être dénaturé qui expédia dans l'autre monde les vénérables auteurs de ses jours, cependant que la justice réserve à ce coupable le châtiment suprême avec, pour corser la mise en scène, l'exécution sous l'infamant voile noir des parricides.

Il n'entre pas dans nos desseins de faire ici l'apologie des fils qui, pour telle ou telle raison décidèrent d'occire leurs ascendants encore que, du point de vue de la justice pure, le cas ne nous semble point indéfendable. Car si, en tant qu'anarchiste nous condamnons tout individu qui ôte la vie,



en ce sens que ce faisant il commet un acte d'autorité monstrueux, on ne peut nier que, tant qu'on ne pourra prouver d'une manière absolue que l'existence est un bienfait, le parricide aura tout loisir d'alléguer qu'il fut une première victime, sa naissance provenant elle-même d'un acte d'autorité commis à son détriment par ses père et mère qui négligèrent, avant que de le jeter sur terre pour leur plaisir personnel, de lui demander son assentiment.

D'où l'on peut déduire que, à l'encontre de ce qui prétend la morale officielle, c'est l'enfant qui a des droits sur ses parents et que tout ce qu'on peut contester, c'est que ces droits aillent jusqu'à permettre la suppression pure et simple du fauteur de création.

Mais ce raisonnement est d'une logique beaucoup trop subtile pour être admis par le commun des mortels, la plupart se résistant encore à reconnaître que, dans les temps actuels, concevoir est un crime qui donne droit à celui qui en fut victime à des réparations de la part de ceux qui l'ont commis.

Plus simplement, nous étudierons ce cas, non dans le plan philosophique, mais dans celui de la société bourgeoise et nous poserons, non en fait, mais en nombre, les assassinats des parents et ceux des enfants.

Il est relativement peu fréquent qu'un fils tue son père ou sa mère et cet événement constitue pour les journaux, de par sa rareté, un fait divers sensationnel.

Par contre, combien sont plus banales les informations suivantes que nous voyons d'ailleurs reléguées en quatrième page et en tout petits caractères :

« Un père indigne martyrisait ses enfants. »

« Une mère dénaturée abandonne son bébé. »

« Leurs parents refusant de les laisser se marier, deux jeunes gens de vingt ans se donnent la mort. »

« Exclu du collège et n'osant rentrer chez lui, un garçonnet se tue », etc. etc.

Sans parler de ceux qu'à cause de leur « forte tête », on incarcère dans les maisons dites de redressement. Et sans compatisser ceux qu'on jette dans la vie avec désinvolture, sachant qu'ils sont promis à la misère et à la guerre.

Dans l'espace de trois jours, deux de ces forfaits paternels nous ont été révélés : à la suite d'une réprimande, une gamine de treize ans s'est noyée dans la Saône et une fille-mère, n'osant rentrer chez son père avec son bébé, abandonne celui-ci à la gare de l'Est.

Ne sont-ils pas criminels, ces parents stupides et autoritaires ? Et pourtant, à bons admirateurs du Code, quelle loi punira ces assassins ? Ces éducateurs assez dénus de sensibilité et de psychologie qui terrorisent une pauvre gosse au point qu'elle se jette à l'eau ? Et ce grand-père ridicule, ancien gendarme, nous dit-on, et dont la fille a si peur qu'elle laisse son enfant à la rue plutôt que d'en avouer l'existence au rigoriste pandore !

Sur ce dernier cas, M. Clément Vautel a tenu, avec son imbecillité coutumière, à donner le point de vue de l'affreux bourgeois. « On ne peut nier, dit-il en substance, qu'il y ait faute à concevoir illégitimement et il est incontestable que la fille-mère déshonore la famille. Moralité : il faut en revenir au vieux précepte : « œuvre de chair, tu ne feras, qu'en mariage seulement. »

M. Clément Vautel, au fond, n'en pense pas le premier mot, car très connaisseur en certaines mœurs, il devrait, pour être franc, dire comme le capitaine Simplice de la « Grande Retape » : « ... d'autant plus qu'il y a des maisons pour cela. »

Il y a surtout des moyens malhustiens qui permettent de profiter des joies de la nature sans craindre la conception. La so-

NÉCESSITE DE HUIT PAGES DIFFICULTÉS NOUVELLES !

La semaine passée, peu d'instants après que nous eussions terminé la confection du dernier numéro, nous voyions s'avancer vers nous notre imprimeur qui, d'un air sombre, nous remettait une enveloppe. La lettre qu'elle contenait nous annonçait sans ambiguïté qu'à compter de ce moment les frais de composition, clichage, impression du Libétaire étaient majorés de 20 % !

Ces 20 % joints aux 20 % précédemment imposés aboutissaient donc de la sorte à 40 % d'augmentation des prix d'impression. Si l'on ajoute à cela des majorations du même ordre, quelquefois même beaucoup plus, sur les frais accessoires du journal, c'est à près de 50 % que s'élève l'augmentation totale de nos charges.

Et cela juste au moment où les nécessités de notre propagande nous conduisent à envisager dans le délai le plus rapide l'extension du nombre des pages de notre Lib... !

On comprend par là combien le coup est rude pour nos finances qui sont déjà comme chacun sait, d'une santé assez fragile sans cela.

Et cependant nous ne pouvons accepter un seul moment l'hypothèse de renoncer aux projets que nous avons envisagés et qui sont en passe de se réaliser juste au moment où ces difficultés nouvelles nous assaillent.

Nous avons dit qu'il fallait désormais huit pages au Lib... et cette conviction, partagée par tous d'ailleurs, ne peut plus maintenant être remise en question.

D'autant plus, nous l'avons dit et nous

Notre ami Henry Poulaillé nous a offert de consacrer chaque mois toute une page à la jeune littérature prolétarienne. Quel autre mieux que l'auteur des Damnés de la terre, du Pain Quotidien, de Pain de soldat, de tant d'œuvres où palpite si intensément la vie prolétarienne, et qui sont toutes si puissamment traversées d'un grand souffle libertaire, quel autre eût été mieux qualifié ? Foin avec lui de la littérature et de la gendebetrie.

Ce sera déjà un premier point d'acquis ; mais il y en a d'autres qu'il faudra atteindre le plus vite possible si nous voulons que le Libétaire devienne le bel hebdomadaire dont notre mouvement a besoin.

Seulment force est bien d'en revenir aux difficultés particulières dont nous avons donné les raisons au début de cet article.

Il est désormais inévitable que nous envisagions pour très bientôt des ressources nouvelles. Et amis lecteurs, ces ressources, elles seront nécessairement dans l'augmentation du prix de vente. Jusqu'ici, malgré nos charges, nous avons tenu le coup grâce à une diffusion qui s'accroît chaque semaine. Mais il est clair que maintenant cette compensation deviendra insuffisante. Lors de la première hausse, tous les grands hebdomadaires ont augmenté leur prix de vente. Chacun sait que les magnats de la presse quotidienne se préparent à en faire de même. Ils ont pourtant eux — de droite comme de gauche — des ressources de défense de la paix sont les anciens combattants qui connaissent la guerre.

Certes il y a encore quelques-uns parmi les « anciens combattants » qui ont été à la guerre, qui ont assisté à des attaques, qui ont eu sous les yeux des cadavres alignés, qui ont reniflé les gaz, et tout et tout... Est-ce qu'ils connaissent la guerre pour cela ?

A la rigueur, on peut admettre qu'ils soient dégoûtés à tout jamais du rôle qu'on leur a fait jouer, des souffrances qu'ils ont subies, des horreurs sanglantes dont ils ont été les témoins. Mais qu'ils aient des préférences à se poser maintenant en champions de la paix et qu'à Berlin même, un chef nazi leur reconnaîsse cette qualité, voilà qui est fort de vinâtre et fera, si ce n'est déjà fait, bondir d'indignation d'autres et aussi authentiques anciens combattants. Je ne citerai parmi ces derniers que MM. Vaillant-Couture et Florimond Bonte.

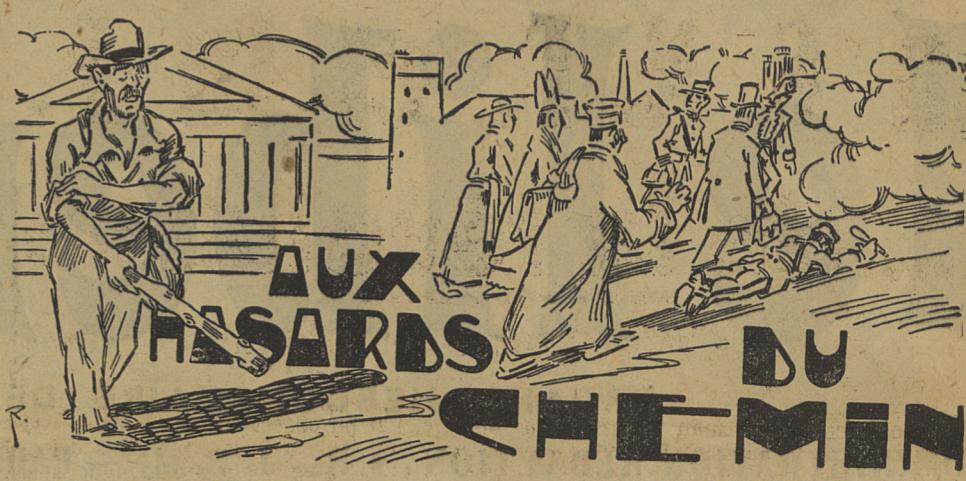
Il convient, bien entendu, de ne pas donner aux paroles de Goering plus de valeur qu'elles n'en ont, ni d'attacher trop d'importance à cette manifestation d'anciens combattants qui permettra à Hitler de prononcer des paroles de paix... tout en activant ses préparatifs de guerre. A tout prendre, j'aime encore mieux entendre, même sortant de la bouche d'un chef de gouvernement des paroles de paix, même sachant que dans l'état actuel des choses elles ne peuvent être que fallacieuses, que d'outre des discours hystéro-chauvins commis par des soi-disant révolutionnaires qui prétendent eux aussi, et de cette façon sauver la paix !...

Il convient, bien entendu, de ne pas donner aux paroles de Goering plus de valeur qu'elles n'en ont, ni d'attacher trop d'importance à cette manifestation d'anciens combattants qui permettra à Hitler de prononcer des paroles de paix... tout en activant ses préparatifs de guerre.

A tout prendre, j'aime encore mieux entendre, même sortant de la bouche d'un chef de gouvernement des paroles de paix, même sachant que dans l'état actuel des choses elles ne peuvent être que fallacieuses, que d'outre des discours hystéro-chauvins commis par des soi-disant révolutionnaires qui prétendent eux aussi, et de cette façon sauver la paix !...

Faut-il que la race humaine soit maudite et mauvaise pour qu'il ne soit question, entre deux carnages que de la catastrophe inévitables qui semble être la rançon de l'universelle bêtise.

Il suffirait seulement de la vouloir la paix ! C'est évidemment trop simple. — Pierre Mualdes.



Propos d'un Paria

Si tous ceux qui font profession de parler ou d'écrire ne développaient que des sujets sur lesquels ils ont des connaissances certaines, c'en serait fait du métier d'orateur ou d'écrivain.

Et, dans ce cas, ce qu'on gagnerait du point de vue documentaire à le perdrait dans le pittoresque, dans la variété.

Car rien n'est plus amusant que les acrobaties auxquelles se livrent tant de bavards redondants et bedonnants, et ce que l'habileté journalistique nous donne en pâture.

Aussi je ne suis pas d'accord avec le général Goering — j'espère qu'il n'y a pas là un casus belli ! — quand il déclara, parlant aux délégués des anciens combattants qu'il recevait à Berlin : « Nous pensons que les meilleurs défenseurs de la paix sont les anciens combattants qui connaissent la guerre ».

Certes il y a encore quelques-uns parmi les « anciens combattants » qui ont été à la guerre, qui ont assisté à des attaques, qui ont eu sous les yeux des cadavres alignés, qui ont reniflé les gaz, et tout et tout... Est-ce qu'ils connaissent la guerre pour cela ?

A la rigueur, on peut admettre qu'ils soient dégoûtés à tout jamais du rôle qu'on leur a fait jouer, des souffrances qu'ils ont subies, des horreurs sanglantes dont ils ont été les témoins. Mais qu'ils aient des préférences à se poser maintenant en champions de la paix et qu'à Berlin même, un chef nazi leur reconnaîsse cette qualité, voilà qui est fort de vinâtre et fera, si ce n'est déjà fait, bondir d'indignation d'autres et aussi authentiques anciens combattants. Je ne citerai parmi ces derniers que MM. Vaillant-Couture et Florimond Bonte.

Il convient, bien entendu, de ne pas donner aux paroles de Goering plus de valeur qu'elles n'en ont, ni d'attacher trop d'importance à cette manifestation d'anciens combattants qui permettra à Hitler de prononcer des paroles de paix... tout en activant ses préparatifs de guerre.

A tout prendre, j'aime encore mieux entendre, même sortant de la bouche d'un chef de gouvernement des paroles de paix, même sachant que dans l'état actuel des choses elles ne peuvent être que fallacieuses, que d'outre des discours hystéro-chauvins commis par des soi-disant révolutionnaires qui prétendent eux aussi, et de cette façon sauver la paix !...

Il convient, bien entendu, de ne pas donner aux paroles de Goering plus de valeur qu'elles n'en ont, ni d'attacher trop d'importance à cette manifestation d'anciens combattants qui permettra à Hitler de prononcer des paroles de paix... tout en activant ses préparatifs de guerre.

A tout prendre, j'aime encore mieux entendre, même sortant de la bouche d'un chef de gouvernement des paroles de paix, même sachant que dans l'état actuel des choses elles ne peuvent être que fallacieuses, que d'outre des discours hystéro-chauvins commis par des soi-disant révolutionnaires qui prétendent eux aussi, et de cette façon sauver la paix !...

Faut-il que la race humaine soit maudite et mauvaise pour qu'il ne soit question, entre deux carnages que de la catastrophe inévitables qui semble être la rançon de l'universelle bêtise.

Il suffirait seulement de la vouloir la paix ! C'est évidemment trop simple. — Pierre Mualdes.

PAS EU LE TEMPS !

Le jour de la prise de Malaga, l'Intran annonçait avec une grande manchette : « Les rouges se sont enfuis sans avoir eu le temps de massacrer un millier d'otages ». Comment le torchon de Latzarus-Gallus pouvait-il prévoir que ces otages seraient massacrés, alors qu'ils ne le furent ni à Irun, ni à Saint-Sébastien ?

Mais les exécutions en masse (par les fervents du Christ !), des 8 ou 10.000 défenseurs de la province de Malaga — qui devaient être respectés comme prisonniers de guerre — occupent peu de place dans l'organe de droite... beaucoup moins que le procès de X..., meurtri par jalouse.

Et voilà nos calotins sur le pied de guerre, au moment où leur pontifical moribond, dans un discours, radiophonique prêche l'amour et la paix (sic).

« Nous ne reculerons devant rien », dit-il, même si l'État crée du désordre à la frontière ! Ah mais, il faudra bien que le gouvernement cède (nom de Dieu !) point d'école laïque ou alors : gare au goupillon !

LA FACTURE

Le bulletin corporatif de l'Habillement nous apprend que le voyage à Moscou du délégué Bertrand a coûté 5.000 francs (cinq mille balles, vous avez bien lu !). C'est une bagatelle pour apprendre des contre-vérités sur la « patrie des travailleurs ».

Et, cependant, durant les grèves de juin, le trésorier les envoyait plutôt avec un lance-pièce.

Exemple : chez Alba, où les grévistes, qui couchèrent trente-cinq nuits sur le plancher, jouent leur existence matérielle, toucheront pour 150 travailleurs environ 300 francs !

Les deux sommes sont à rapprocher et aussi à méditer, n'est-ce pas, les bons bougres ?

UN MAIRE « SOCIALISTE »

Sous ce titre la Lumière nous raconte une histoire courte que nous prenons plaisir à reproduire :

« On vient de créer, à Blois, une section des Eclaireurs Laïques de France.

« Les fondateurs ont demandé au maire de mettre un local municipal à leur disposition.

« Le maire a refusé.

« Le même maire accorde les locaux municipaux aux Eclaireurs catholiques.

« Le maire en question est le Dr Ollivier, et il appartient au Parti socialiste S.F.I.O.

« C'est tout. »

Non, ce n'est pas tout ! Nous ajoutons ce commentaire (que la Lumière a dû oublier) : Les électeurs seront toujours mal inspirés dans leur choix, car... tous les parlementaires se valent.

UNE IDEE A CREUSER

Dans ses colonnes, Paris-soir tient une rubrique quotidienne à la disposition de ses lecteurs, et l'on y trouve parfois des choses inattendues.

Quelques imbéciles ayant demandé que soit instituée une taxe sur les chats — paix à tes cendres, Baudelaire — un lecteur plein d'humour, et dont toute la lettre vaudrait d'être citée, répond qu'en effet c'est ouvrir la porte à tous les abus que taxer le piano et exonérer la grosse caisse, et que chacun doit apporter sa baleine au parasol qui aidera à assurer l'équilibre du budget.

Cet appel nous a touchés. Allons-y de notre baleine : si l'on crée une taxe sur l'imbécilité humaine ? quel filon, quelle mine, quel pactole !

Les romanichels.

Lettre ouverte

à M. Vincent Auriol

Ministre des Finances (S.F.I.O.)

Monsieur le Ministre,

Il y a exactement trois ans, à l'époque où le fascisme menaçait directement nos libertés, et à la suite de mon activité contre la canaille embrigadée par les La Rocque, Bucart et autres tristes sires de la plus vile espèce, je fus arrêté et poursuivi pour une prétendue détenzione d'armes.

Après m'avoir conservé cinq mois en prévention, les juges..., pardon, les valets du capitalisme au service de la canaille qui a nom Doumergue, me condamnèrent, sans auc

La C. N. T. et la F. A. I. devant le problème... ... de la révolution

LA CONCEPTION LIBERTAIRE DU FEDERALISME ESPAGNO

Dimanche dernier, au Coliseum de Barcelone, notre camarade Juan Lopez, de la C. N. T. et F. A. I. (ministre du Commerce de la République), traita du fédéralisme :

Après avoir rappelé qu'il parle en son nom propre, Juan Lopez dit quelle force sociale fut la C. N. T. depuis des années, quant à la lutte contre le centralisme de Madrid, contre les propriétaires terriens et tous ceux qui attentaient à la liberté du peuple espagnol.

Toute la symphonie de la presse républicaine pour faire croire au peuple que les miliciens se battent pour la République est dérisoire.

En avril 1931, en novembre 1932, le 16 février et le 19 juillet, notre position fut claire, la politique espagnole est en échec complet. Nous répétons donc que les miliciens ne se battent pas pour la République et sa Constitution de papier, mais uniquement pour la Révolution sociale.

Durant ces six mois de guerre, les travailleurs, la classe populaire d'Espagne, souvent confondue avec les partis républicains et la petite bourgeoisie, a fait une œuvre d'expropriation, de prise de possession de tous les organes de l'Économie.



Juan Lopez

Nous, hommes de la C. N. T., les vieux partis politiques nous ont accusés de manquer de plan, de programme. Et cependant, durant ces six mois de lutte, ces partis ont donné le paradoxe que les plans, programmes, toute à suivre, brillent par leur absence. Tandis que, dès le premier jour, la C. N. T. agissait et donnait l'exemple de la créatrice.

C'est rendre service à la cause antifasciste que signaler les défections des responsables des partis politiques. Tout le tissu de manœuvres contre la C. N. T. ne nous intéresse pas. La C. N. T. est une force naturelle.

Cependant, la situation présente de l'Espagne accuse un manque de coordination et d'articulation.

Dans les régions où l'esprit fédéraliste domine, j'ai pu observer une tendance très dangereuse pour la cause que nous défendons tous. Il s'agit d'une campagne souterraine qui accuse tous les instincts du clergé et le fascisme qui portent l'entièvre responsabilité du déclenchement des événements qui ensanglantent l'Espagne.

Deux conceptions du fédéralisme

L'une de ces conceptions est capitaliste et l'autre prolétarienne, cette dernière représentée par le mouvement ouvrier, et le mouvement ouvrier par la C. N. T. La conception du fédéralisme bourgeois maintient l'intégrité de l'unité nationale, et s'appuie sur des organisations révolutionnaires, pour atteindre un but politique et militaire.

De mon poste, je vous affirme sous ma responsabilité qu'il existe des actes concrets graves. Il faut réagir vivement contre cette conception. Notre position ne doit plus être théorique, mais résolument agressive et active pour écraser et détruire les germes du nationalisme.

La C. N. T. est au-dessus de cette basse politique. Sa participation dans le Gouvernement n'est pas une capitulation. Les partis politiques tentent d'enlever leur personnalité aux syndicats. Mais j'affirme que non seulement nous n'avons abandonné aucune position théorique, mais que, face à la conception étatique défendue par les partis politiques faisant une manœuvre de grande envergure contre la C. N. T., la position fédéraliste de la C. N. T. se dresse.

Il est absurde de croire que l'Espagne manque de ressources économiques pour gagner la guerre. Mais il faut mettre fin à la concurrence entre les groupes quant à l'organisation de l'Économie.

Je veux vous dire, en synthèse, que la conception du fédéralisme, en ces moments de guerre, n'est pas praticable.

Le fédéralisme de la C. N. T. mènerait à une position extrême la vie économique et politique de l'Espagne dans un moment où il est indispensable de maintenir l'unité avec les autres forces qui ne vont pas aussi loin que nous. Il faut chercher un équilibre à la situation actuelle.

La révolution d'octobre 1934 ouvrit toutes les perspectives d'unification de la classe ouvrière et le Congrès de Saragosse marqua un événement dans l'histoire ouvrière de l'Espagne. La C. N. T. offrit franchement l'alliance à l'U. G. T. et, devant cette unanimous, la réaction trembla. Toutes sortes de manœuvres furent faites contre nous. Mais les responsables de l'U. G. T. n'ont jamais répondu à cette proposition concrète.

Camarades de l'U. G. T., allez-vous permettre, allez-vous tolérer, allez-vous rendre possible qu'un manque d'intelligence entre les deux centrales syndicales sur les problèmes concrets et fondamentaux de la révolution nous conduise à l'échec ? Ou bien, après notre victoire, vous proposez-vous de jeter les ouvriers d'une centrale contre l'autre, en une lutte corps à corps entre travailleurs espagnols ?

Si une action commune n'est pas décidée, vous serez les responsables de tout ce qui peut arriver.

Quand la C. N. T. recevra une réponse

Aux métallurgistes du monde entier

... et de la guerre

LE PROLETARIAT NE SE BAT PAS POUR LA REPUBLIQUE BOURGEOISE...

Malgré que notre lutte pour la Libération du Proletariat fut toujours activement poursuivie, c'est cependant notre ennemi de toujours, le capitalisme et ses infâmes alliés le clergé et le fascisme qui portent l'entièvre responsabilité du déclenchement des événements qui ensanglantent l'Espagne.

Mais la lutte n'est plus circonscrite aux deux parties du peuple espagnol; si elle a conservé ce caractère du début, il y a longtemps que nous aurions liquidé la situation; malheureusement, d'autres forces interviennent.

Et c'est justement parce que nous constatons que les forces fascistes internationales apportent une aide de plus en plus puissante aux assassins du prolétariat d'Espagne que nous élevons la voix.

Et nous demandons aux travailleurs du monde entier et particulièrement aux métallurgistes de comprendre leur devoir de solidarité et de ne pas se faire les alliés inconséquents du Fascisme.

Car la mitraille, les bombes d'avions, les obus qui portent la mort dans nos rangs, qui assassinent femmes, enfants, vieillards d'Espagne, sont fabriqués, dans leur presque totalité, en dehors d'Espagne.

Ce sont nos frères ouvriers des autres pays qui forgent les armes qui trappent les défenseurs de la cause du Proletariat. Que nos frères métallurgistes du monde entier mesurent la grandeur de leur responsabilité; qu'ils se rendent compte qu'ils se font, par négligence ou par incertitude, les complices des criminels fascis.

Il faut qu'ils comprennent leur devoir et que, loin d'aider nos agresseurs, ils empêchent, par tous les moyens en leur pouvoir, le matériel de mort de parvenir entre leurs mains.

En agissant ainsi, ils rendront un immense service à leurs frères d'Espagne et contribueront au triomphe de la Liberté et de la Justice.

Ouvriers du Monde entier ! Le Peuple espagnol a confiance en votre solidarité comme en ses propres forces !

Nous attendons votre aide, n'oubliez pas que la bataille d'aujourd'hui est le premier acte d'une vaste campagne d'agression du Fascisme international ! Notre défense sera la vôtre; aidez-nous à vaincre, car notre victoire sera celle du Proletariat du Monde entier !

Métallurgistes du Monde entier ! Accordez-nous votre aide professionnelle !

« Vive la Solidarité Internationale ! Vive la Liberté !

Comité de relations de l'Industrie sidérometallurgique du Levant.

Il est le représentant du pouvoir central dans les contrées éloignées.

Le cacique fait la loi et on rappelle non sans quelque haine ces chaînes de déportés qui parcouraient jadis l'Espagne, chaînes d'hommes qui n'avaient commis que le seul délit de ne pas penser comme le cacique ou qui avaient reçu une « feuille » qui ne partageait point les faveurs du maître.

En Espagne, le caciquisme a survécu à la

Révolution d'avril. Le cacique continuait à exercer son omnipotence. Alcades, juges de paix, fonctionnaires, lui seul nommait et soumettait le droit de faire élire qui lui plaisait. On votait encore dans certaines régions pour le candidat gouvernemental approuvé par le cacique.

Pierre Ganivet a écrit du caciquisme :

« Le cacique profite de son omnipotence pour mettre en valeur ses propriétés, répartir

entre ses parents et amis les charges publiques rémunératrices, mette en coupe réglée,

avec la complicité du pouvoir, tout un village ou un district. Il n'est d'ailleurs pas indépendant. Un cacique régional ou provincial, marchand de céréales ou grand propriétaire, allié ou apparenté au ministre ou à quelque haut fonctionnaire de Madrid, le tient lui-même en tutelle. »

Mais comment de telles choses pouvaient-

ils réaliser un effort continu, du matin au soir, donnant tout ce qu'ils ont, et plus que ce qu'ils ont, pour le triomphe du prolétariat et la construction d'une société sans classe dans laquelle les hommes puissent être libres et égaux.

« Qu'on ne se fasse pas d'illusions ! La démocratie bourgeoise est morte. Expression politique d'une classe incapable de remplir sa mission historique, et qui doit passer, au coin des voies, Prétendre que le prolétariat la souffre est d'une incongruence phénoménale. Incongruence qui a coûté très cher en Allemagne et qui en Espagne peut nous coûter beaucoup plus encore. »

« Le prolétariat espagnol lutte pour la révolution, et non pour la république démocratique et parlementaire. Que tous en soient convaincus. »

Les travailleurs savent évaluer avec exactitude la valeur du sang versé par les camarades tués à l'ennemi. »

Et la Soli du 12 février parle au nom du Comité National de la C. N. T. en ces termes :

« Nous ne pouvons nous taire devant la chute de Malaga ; notre voix s'adresse à tous les affiliés de la C. N. T. et à tous les antifascistes loyaux et désintéressés. »

Vaincre le fascisme est notre premier objectif. Il n'y a ni révolution ni reconstruction possible sans cela.

Contre le fascisme, tout pour vaincre. Hommes et moyens, temps et sacrifices pour l'écraser. Commandement unique et mœurs obligatoires.

Pour la troisième fois la C. N. T. donne son accord sur ce point.

Devant la réalité de l'armée ennemie, disciplinée et qui obéit à un seul commandement, il faut opposer une milice disciplinée, qui ne discute pas, et obéit à un seul commandement. Le commissaire politique aux côtés du technicien militaire, l'intervention des dirigeants antifascistes offrent aux miliciens la garantie suffisante pour la lutte.

Parallèlement, il faut intensifier l'industrie de guerre. Le peuple veut lutter. A cet effet, nous proposons à l'U. G. T. la création d'organismes qui prennent leurs responsabilités, de manière à fournir tous les fronts en matériel de guerre.

La C. N. T. et l'U. G. T. sont la clé de la victoire.

« Que l'U. G. T. et la C. N. T. désignent une commission des camarades pour toutes ces questions et pour organiser l'économie. L'esprit partisan doit disparaître dans cette heure grave. L'accord des deux centrales syndicales ne doit être rompu sous aucun prétexte.

Nous sommes des hommes et non pas des pantins inconséients au service de l'ennemi. Vive l'unité d'action entre la C. N. T. et l'U. G. T. !

Voilà ce qui est catégorique, les anarchistes savent ce qu'ils veulent.

L'Association des Amis de l'Espagne républicaine à Genève est priée de donner son adresse à Mme Berneri. Urgent.

La question agraire en Espagne

par Hém Day

étaient le représentant du pouvoir central dans les contrées éloignées.

Le cacique fait la loi et on rappelle non sans quelque haine ces chaînes de déportés qui parcouraient jadis l'Espagne, chaînes d'hommes qui n'avaient commis que le seul délit de ne pas penser comme le cacique ou qui avaient reçu une « feuille » qui ne partageait point les faveurs du maître.

En Espagne, le caciquisme a survécu à la

elles survivre ? Les causes étaient nombreuses, sans doute et en tout premier lieu l'inégalité des classes, la répartition des terres, la grande misère et l'analphabétisme des populations rurales pouvaient en être les principales.

Senador Gomez, parlant de cette forme déstuite de la production rurale, écrivait :

« Le caciquisme est l'individu qui profite de sa magistrature pour exiger du reste des hommes une soumission complète à la légalité actuelle et une obéissance aveugle à ses ordres, sous peine de mort par la faim. Le cacique n'est investi d'aucune autorité par le ministère de l'Intérieur. Son crédit, il le reçoit de la rente. Il représente toujours les intérêts et prérogatives des propriétaires fonciers, même de ceux qui le sont uniquement dans cette faible proportion qu'on a coutume d'appeler petite propriété. C'est pourquoi les grands caciques, qui malgré leur bestiale ignorance, sont parvenus à s'emparer du gouvernement de l'Espagne pour établir sur ses ruines l'autorité la plus immonde que virent les siècles, provenant des régions où la rente est la plus forte et où, par conséquent, la terre est la plus esclave ; ils sont galiciens (1). Il n'est pas un pays où le caciquisme ne se soit développé comme en Espagne. C'est en quelque sorte un état pathologique de la vie publique de ce pays, et la comtesse de Pardo Bajan a pu écrire, avec sans doute l'exaspération qui caractérise ses titres de noblesse : « L'oligarchie des notables est le fruit naturel du système parlementaire. »

Mais ce caciquisme s'est en plus augmenté d'une foule d'adhérences qui se sont fixées dans les villes et villages et que l'Espagnol a baptisé « tiranos-chicos ».

Ces tyranneux, espèces de moudards gouvernementaux, jouissaient de priviléges scandaleux en échange de certains concours inavouables qu'ils prêtaient au gouvernement central.

J. Costa, dans « *Oligarquia y caciquismo* », parlant du *tirano-chico*, écrit :

« ... convertit en terres irriguées les champs desséchés de ses partisans et il prive d'eau les terres irriguées de ses ennemis. Il s'empare peu à peu des propriétés contiguës à ses propres domaines, il se sert pour les travaux à effectuer dans ses fermes de la prestation vicinale ; lui-même ne paie pas d'impôts, bien qu'il possède les meilleures terres ; ses troupeaux paissent librement dans les domaines du voisin... Sauf ses créatures, qui occupent les places de juge municipal, d'alcalde ou de syndic, tous ont à craindre ses rigueurs et son courroux. »

(Voir la suite page 4.)

(1) « Du pays des fueros, ou andalous, du pays des plus vastes latifundios ».



DANS LE PASSE

Retournons un peu dans le passé, pour mieux saisir cette importante question.

Dès juillet 1856, l'élevage du prix du blé jointe au facteur de diffusion des idées socialistes parmi le peuple amenaient des émeutes qui contribuèrent à la chute d'Espartero et au coup d'État du général O'Donnell.

L'émeute du Arahal (province de Séville) durant l'été 1857, sous le gouvernement de Narváez et la Craisade des Peres de Alamo à Loya (province de Grenade) avec ses 6.000 paysans, vers la mi-1857, avaient pour origine les mêmes causes : la misère des paysans et la naissance d'une « conscience » révolutionnaire.

C'était la une forme de protestation violente que déterminait la situation lamentable des populations campagnardes.

Deja, nous trouvons à cette époque des formes de protestation et de revendications presque identiques à celles d'aujourd'hui de la part des populations rurales.

Que voulaient les paysans ? L'établissement d'un régime républicain, le partage des terres des grands propriétaires entre les ouvriers et les petits propriétaires, tout en sauvegardant le respect de la propriété.

LE CACIQUISME

La gravité de la question agraire en Espagne a donc des causes lointaines que l'on ne peut méconnaître afin de saisir toute l'ampleur qu'elle revêt.

Une de ces causes essentielles est ce qu'on a appelé le caciquisme. Si nous voulons le comparer à un autre phénomène existant en Russie, nous pouvons rapprocher le cacique du koulak.

Mais qu'est ce que le caciquisme ? C'est le seigneur et maître du clocher, le tyran du village ou de la région. Il a conservé ce nom en souvenir sans doute de la domination espagnole en Amérique du Sud, où le cacique

UNE INCONTESTABLE RÉUSSITE

Notre tournée filmée

Maintenant que la première partie de notre tournée des films est achevée, il nous faut examiner ce qu'elle fut et quels espoirs elle nous permet.

Tout d'abord, félicitons-nous du succès matériel : Plus de 10.000 francs de bénéfices nets qui vont apporter quelque soulagement à nos frères d'Espagne en lutte et aux malheureux orphelins. Si l'on songe aux frais énormes de toutes sortes que comportait pareille tournée, si l'on sait que nous n'aurons pas à débourser pour la location pour certaines salles tout cela joint aux frais de chemin de fer, affiches, timbres, frais de séjour, etc., etc., nous devons amplement le succès sans précédent obtenu.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont assisté à nos conférences et à la projection des films ; plusieurs dizaines de milliers de personnes ont vibré avec nos orateurs, compris la justesse de nos exposés, approuvé la critique que nous finies de l'attitude de nos gouvernements. Ces fous ont exprimé leur satisfaction et leur accord avec nous de la façon la plus incontestable qui soit : la Solidarité.

Quelle pierre de touche plus sûre que la collecte faite à l'issue d'une conférence ? Qu'on sache que les collectes atteignant cinq ou six cents francs ne furent pas l'exception — et cela malgré le fait que les auditeurs eussent payé le prix de leur place — et l'on sera immédiatement convaincu que nous réunissons partout un accueil toujours sympathique.

Nous dûmes également, à maintes reprises, refuser du monde.

Soirées inoubliables de Saint-Etienne, où l'immense salle des fêtes de la Bourse du



Dé-gauche à droite : Nos camarades Espinal, Porchet, Melia, Lopez, qui ont tourné les films.

Travail se révèle trop petite, de Saint-Henri ou plus de 400 personnes ne purent trouver place. Triomphe de Perpignan où toute une foule ne put assister à notre conférence pendant que dans l'immense salle un entassement inimaginable d'êtres humains supportait héroïquement la chaleur et l'étauement. Des chiffres : à Perpignan, plus de deux mille francs de bénéfices rien que sur les entrées et un plateau » de 600 francs versé au Comité d'Ent'aide. A Nîmes, collecte de 600 francs environ ; et, partout à Marseille, Nice, Toulouse, Grenoble, Romans, Narbonne, Dijon, etc., etc., même succès. A la Seyne, cité ouvrière par excellence : collecte de 1.700 francs. Nous en

HUART et RIDEAU.

passons, et non des moindres ; qu'on nous en excuse.

Si nous citons ces chiffres avec satisfaction c'est qu'ils représentent, outre la solidarité de nos auditeurs envers nos camarades d'Espagne, l'intérêt que l'Anarchisme et ses méthodes d'action éveillent dans l'esprit des masses. Malgré des auditeurs de composition politique diverse, pas de contradiction.

Ce succès nous prouve que nous pouvons et devons aller de l'avant, que nos théories rencontraient, toujours davantage, un accueil de plus en plus sympathique, que nos méthodes d'action s'imposaient avec une force sans cesse grandissante.

L'Anarchisme est arrivé au moment où non seulement il peut oser, mais où il doit oser. Nous ajouterons même que s'il n'ose pas il décevra profondément les travailleurs de plus en plus nombreux qui se tournent vers lui et s'interdisent, sans doute, tout espoir de développement et de prépondérance futurs.

Or, qu'on le veuille ou non, devant la faille des partis et de la C.G.T., l'Anarchisme se révèle comme la seule théorie viable et efficace en face des problèmes de l'heure, comme la seule conception sociale et économique valable à notre époque.

Nous avons affirmé avec force, au cours de nos conférences, notre foi dans le triomphe de l'Anarchisme. Et nos auditeurs furent également convaincus.

Mais il faut hâter ce triomphe, et, pour y parvenir, accroître rapidement et considérablement, les forces actives de l'Anarchisme.

Les conditions de cet accroissement de nos forces ?

De l'audace, de l'union, du travail pratique.

Plus que jamais et malgré les insultes et les calomnies : Unité d'action des forces anti-autoritaires. Les conditions économiques et sociales présentes nous dictent de façon si claire notre ligne de conduite que toute discorde introduite dans les rangs anti-autoritaires — que le prétexte invoqué soit d'ordre doctrinal, théorique ou tactique — est un véritable crime commis contre l'Anarchisme et le Proletariat.

Les Anarchistes doivent agir et dans les usines et sur l'opinion publique ; il faut dépasser les chefs politiques et syndicaux, travailler le prolétariat sur le lieu du travail et créer des courants d'opinion public que qui obligent les travailleurs à agir révolutionnairement.

Travail pratique : Développer les groupes, mettre du sang jeune, actif, dans les artères de l'Anarchisme. Développer la Presse, notre Presse, notre journal. Nous sommes persuadés que nos camarades commettent une erreur lorsqu'ils diffusent différemment les différents journaux anarchistes. Il faut choisir son journal et le diffuser largement, tenacement ; c'est dans la masse de lecteurs que l'on aura envie que l'on trouvera les éléments de révolution et de propagande. La diversité des journaux représente, mieux que toute autre chose, la dispersion de nos effectifs et de nos efforts. L'heure n'est pas à l'électicisme ni à la controverse sur tout et sur tous ; l'heure est à l'action et aux réalisations révolutionnaires.

En résumé, le succès sans précédent de notre tournée vient nous démontrer de façon éclatante que nous pouvons et devons avoir confiance en nous-mêmes ; qu'avec un peu d'esprit pratique nous pouvons mener facilement à bien des tâches qui nous semblaient irréalisables hier. Que l'entente de tous les anti-autoritaires sur l'action à mener pour le triomphe des revendications qui leur sont communes déculpabilise l'efficacité de cette action et permettrait rapidement au mouvement anarchiste de jouer, au cours des événements formidables qui se préparent, le rôle prépondérant qui doit être le sien.

HUART et RIDEAU.

Travail se révèle trop petite, de Saint-Henri ou plus de 400 personnes ne purent trouver place. Triomphe de Perpignan où toute une foule ne put assister à notre conférence pendant que dans l'immense salle un entassement inimaginable d'êtres humains supportait héroïquement la chaleur et l'étauement. Des chiffres : à Perpignan, plus de deux mille francs de bénéfices rien que sur les entrées et un plateau » de 600 francs versé au Comité d'Ent'aide. A Nîmes, collecte de 600 francs environ ; et, partout à Marseille, Nice, Toulouse, Grenoble, Romans, Narbonne, Dijon, etc., etc., même succès. A la Seyne, cité ouvrière par excellence : collecte de 1.700 francs. Nous en

109 et RIDEAU.

De mon wagon

Chaque fois qu'il m'est advenu de discuter un peu serré avec des communistes, je me suis laissé aller à traiter leur doctrine de religion nouvelle.

Car, en examinant les choses sans passion et en toute objectivité, ne voyons-nous pas là toutes les marques inspirées du christianisme ?

Le communisme a ses rites et cérémonies, ses signes et emblèmes, ses vertus théologiques... Il a son pape, ses évêques, ses curés, ses bédéaux, ses chansons et ses enfants de choeur ! Pas encore de Sainte Vierge mais ça viendra.

Le cours des Journées sociales de l'Union catholique des Services de santé et des Services sociaux, le R. P. Villain, de l'Action populaire, a fait l'exposé suivant, que j'emprunte à *La Croix* du 9 février dernier :

« Le communisme est une religion. Il a apporté dans notre monde dérisoire une doctrine toute d'idéal et de dévouement.

Ses adeptes doivent travailler à la réalisation du règne du communisme et soumettre toute leur vie à l'idole du prolétariat. Comme toute religion, le communisme a son dogme dont les principes généraux sont renfermés dans les œuvres de Marx et de Lénine, et sa morale qui enseigne qu'il faut conformer ses actes au bien suprême qui est l'avènement de la cité communiste. » Et le R. P. Villain passe sans transition aux moyens que le marxisme compte employer pour faire triompher ses principes : neutraliser les forces qu'il serait dangereuses, le jour venu, d'avoir contre soi.

C'est pourquoi nous voyons en France les communistes pratiquer vis-à-vis des catholiques la politique de la main tendue. Le communisme ne combat pas la religion pour elle-même, car il la croit appelle à la révolution de la cité communiste. » Et le R. P. Villain passe sans transition aux moyens que le marxisme compte employer pour faire triompher ses principes : neutraliser les forces qu'il serait dangereuses, le jour venu, d'avoir contre soi.

En voici un autre. René Besse : « J'irai même plus loin que la Commission en disant que l'on peut amnistier le malheureux déserteur vers l'arrière, le déserteur simple, comme l'appelle le Code de justice militaire, pourvu qu'il ait été vraiment au front, dans une unité combattante, sans même lui imposer le délai de trois mois prévu par le texte qui nous est soumis. » (Applaudissements sur de nombreuses banques.)

C'est pourquoi, lui aussi, il se félicite du nouveau texte de la Commission qui allait permettre « à des combattants authentiques de se prononcer sur chaque dossier de déserteur ou d'insoumis, à la condition qu'ils aient servi dans une unité combattante. »

Alors que c'était précisément la seule condition qu'il demandait pour réaliser pour englober les déserteurs dans une mesure générale.

Ainsi, quand ces messieurs quittent le terrain, quand ces messieurs quittent le terrain, ce n'est pas en faveur des sentiments les plus nobles, mais les plus bassement hypocrites. Un qui appartient à la droite, au groupe de M. Paul Reynaud, M. Gaston Moreau ne leur disait-il pas : « Vous avez substitué à la notion du fait une autre notion : celle de la condamnation ! »

A cet égard, il avait raison. Je vais vous citer un cas. Une condamnation est prononcée pour désertion et escroquerie. Dans une loi d'amnistie, l'escroquerie est amnistie par un article que j'ai cité plus haut. La désertion ne l'est pas, à cause de sa durée, qui excède six mois. La condamnation étant prononcée pour ces deux délits, et le délit — la désertion — qui comporte la plus forte peine, n'est pas amnistie, la condamnation ne l'est pas. Une autre loi qui survint après amnistiait cette fois la désertion, mais n'amnistiait pas l'escroquerie ; celle-ci subsistant, à la suite de la seconde loi, empêche également la condamnation d'être amnistie.

Par conséquent, si l'on s'en était tenu au principe juridique qui veut que ce soient les faits que l'on amnistie et non les condamnations, les délits qu'il ailleurs, s'ils avaient fait l'objet de deux condamnations séparées, eussent été amnistiés. Voilà donc un délinquant qui, toute sa vie, passera au travers de l'amnistie, par la faute de législateurs qui sont les premiers à violer les principes juridiques qu'ils prétendent vouloir appliquer.

A côté de ça, on a vu des déserteurs qui avaient deux et trois ans de désertion — c'est l'exacte vérité — qui se sont trouvés amnistiés parce qu'ils avaient, en même

VINGT ANS APRÈS L'HÉCATOMBE...

Le sabotage de l'amnistie⁽¹⁾

Léon Blum aura le front de déclarer, comme il le fit il y a six mois, à propos de sa première loi d'amnistie, qu'il n'en a jamais eu de si large. Le malheur, c'est que ces gens-là se présentent sous le masque le plus humanitaire, et qu'on les croit !

Mais le mieux, pour les démasqués, c'est d'examiner leurs arguments juridiques.

Que dit donc cet Albert Sérol, président

de la Commission de Législation civile et

criminelle ? « L'amnistie ne s'applique pas aux personnes ; elle s'applique aux faits eux-mêmes. Comme nous l'avons dit si souvent au cours de ce débat, l'amnistie fait disparaître le fait punissable. L'amnistie l'anéantit de la manière la plus complète. »

Mais pour peu que l'on raisonne, est-ce que ce n'est pas l'évidence ? Quand on vous condamne, n'est-ce pas dans l'arsenal des lois qu'on a fouillé pour trouver l'article qui sanctionne le délit légalement déterminé que vous avez commis ? Si, en bien ! alors puisque vous êtes dans la légalité, restez-y.

Mais la logique n'est pas leur fort. C'est pour ça que M. Albert Sérol est revenu à la Chambre avec son article de grâce à

l'unité combattante, sans même lui imposer le délai de trois mois prévu par le texte qui nous est soumis. »

(Applaudissements sur de nombreuses banques.)

En voici un autre. René Besse : « J'irai même plus loin que la Commission en disant que l'on peut amnistier le malheureux

déserteur vers l'arrière, le déserteur simple, comme l'appelle le Code de justice militaire, pourvu qu'il ait été vraiment au front, dans une unité combattante, sans même lui imposer le délai de trois mois prévu par le texte qui nous est soumis. »

(Applaudissements sur de nombreuses banques.)

En voici un autre. René Besse : « Vous avez substitué à la notion du fait une autre notion : celle de la condamnation ! »

A cet égard, il avait raison. Je vais vous citer un cas. Une condamnation est prononcée pour désertion et escroquerie. Dans une loi d'amnistie, l'escroquerie est amnistie par un article que j'ai cité plus haut.

La désertion ne l'est pas, à cause de sa

durée, qui excède six mois. La condamnation étant prononcée pour ces deux délits,

et le délit — la désertion — qui comporte

la plus forte peine, n'est pas amnistie,

la condamnation ne l'est pas. Une autre loi qui survint après amnistiait cette fois la désertion, mais n'amnistiait pas l'escroquerie ; celle-ci subsistant, à la suite de la seconde loi, empêche également la condamnation d'être amnistie.

Par conséquent, si l'on s'en était tenu

au principe juridique qui veut que ce soient

les faits que l'on amnistie et non les con-

damnations, les délits qu'il ailleurs, s'ils

avaient fait l'objet de deux condamna-

tions séparées, eussent été amnistiés. Voilà donc un délinquant qui, toute sa vie, passera au

travers de l'amnistie, par la faute de légis-

lateurs qui sont les premiers à violer les

principes juridiques qu'ils prétendent vou-

loir appliquer.

A côté de ça, on a vu des déserteurs qui

avaient deux et trois ans de désertion —

c'est l'exacte vérité — qui se sont trouvés

amnistiés parce qu'ils avaient, en même

temps : voies de fait envers un supérieur, abandon de poste en présence de l'ennemi, faits en écritures authentiques et publiques, tous faits réputés crimes par le Code de justice militaire ou civile, parce que les faits comportaient la peine la plus forte et, par je ne sais quel heureux hasard, étaient touchés par l'amnistie. Ce qui permettait de dire à ceux qui n'avaient que six mois et un jour de désertion et qui n'étaient pas amnistiés : « Tu parles, si j'avais su, comment que j'aurais filé un coup de poing sur la gueule à un supérieur, j'aurais été amnistié ! » Eh oui, c'est comme

le principe juridique, rappelé d'ailleurs par ce même Gaston Moreau citant le Daloz qui veut, s'inspirant de l'intérêt général, que l'amnistie soit collective, n'est pas, comme vous le voyez, respectée. Et c'est à nous, pauvres bougres, qu'on



— Il y a vingt ans que nous attendons une réelle amnistie.

— Crois-tu donc que notre antimalitarisme puisse intéresser nos parlementaires patriotes de droite ou de gauche ?

demande de respecter les lois. Commencez les premiers, messieurs les législateurs, stupides et ignorants !

Mais on entend le député communiste Brun parler de la « bienveillance du ministre... » le « fusilleur » Daladier.

Tout pour le Front populaire, tout par le Front populaire !

Tirons l'échelle.

Maintenant, l'amnistie doit aller devant les sénateurs. Mais je vous ai dit déjà beaucoup de bien des députés. Imaginez les sénateurs !

Faut-il croire que les anciens combattants sont mûrs pour la prochaine ? Il le semble. Je crois qu'ils n'auront qu'à appris à leurs fils qui vont aussi. Qu'ils y songent !

Un P.G.D.F.

(Voir le *Libertaire* du 11 février)

C'EST LE 13 MARS

SALLE WAGRAM, A 20 H. 30

GRANDE SOIREE ARTISTIQUE

organisée par

PARIS-BANLIEUE

Les correspondants sont informés que la co-pie de Paris-Banlieue et Voix de Province doit parvenir à la rédaction le lundi soir au plus tard.

DANS LE V°

Une bonne réunion

Bonne réunion pour le groupe du 5° ou 25 personnes ont écouté le camarade Doutreau parler tout d'abord dans un clair exposé du problème espagnol et ensuite du tourment du P. C. et de son intervention en Espagne. Pour clore la réunion il exposa l'activité philosophique anarchiste et fut attentivement écouté par les sympathisants.

Nous ferons dans quelques jours une autre réunion où j'espère, un grand nombre de sympathisants seront présents. — Pour le groupe : Gilbert.

PARIS-V° ET VI°

Judi a été faite une petite causerie par notre camarade Doutreau, sur la Révolution espagnole. Son exposé a produit une forte impression sur l'assemblée de camarades et de sympathisants. Bons débuts pour le groupe des 5° et 6°, et en avant pour un plus grand effort.

Tous les dimanches matin, le « Lib. » est en vente au marché Mouffetard, ainsi qu'à une librairie qui est installée au « Bout du Monde », 2, rue Broca, bas de la Mouffetard.

AULNAY-SOUS-BOIS

Centre de ravitaillement des milices antifascistes d'Espagne (Comité local, 4, rue des Ecoles)

Recettes. — Jacques Saint Pierre 100 fr. ; P. O. I. (verso par Robin, 40 fr. ; Durand, 10 fr. ; Soitier, 5 fr. ; Groupe Anarchiste d'Aulnay, 1 fr. ; versement, 94 fr. ; 50, 28, 125 fr. ; 35, 110 fr. ; 75, 40, 50 fr. ; Espinasse, 10 fr. ; X. A. 3 fr. ; Gallo, 50 fr. ; Thirondelle, 10 fr. ; par Charnon, 1 fr. liste, 44 fr. ; 2e liste, 45 fr. ; 3e liste, 43 fr. ; 4e liste, 50 fr. ; 5e liste, 44 fr. ; Boulogne, 2 fr. ; Mme Froment, 5 fr. ; Irini, 5 fr. ; Gremet Jaines, 50 fr. ; liste Soel, 12 fr. 50 ; liste Coplin, 50 fr. ; Roger Bache, 10 fr. ; Herbaud, 10 fr. ; Au-guste, 10 fr. ; Laurs, 20 fr. Total : 948 fr. 25.

Dépenses. — Location de la boutique, installation, envois de colis et frais divers : 680 fr. 75. Reste en caisse au 10 février 1937 : 238 fr. 50. Vu par la Commission de contrôle.

BAGNOLET

Ces jours derniers, le groupe organisait une réunion de propagande, aide d'ainsi comme d'Avray et Guérin. Ce fut non pas un véritable succès, « nous ne nous gargarissons point d'effet », mais de vrais encouragements de la part du public et des sympathisants qui, malgré le mauvais temps, s'étaient dérangés. Nous sommes décidés à continuer notre tâche d'émancipation totale du peuple. Cela est plus ou moins proche. Aussi, quand Frémont, dans un exposé succinct et à la fois très large, analyse les événements actuels, la répercussion de la guerre d'Espagne et la conduite, la veille et l'heure, de nos camarades, de la C. A. I. et C. N. T., tous comprirent ce que nous étions et à quoi nous aspirions et s'adressant à ceux qui voulaient vraiment lutter à nos côtés, il fut appelé pour renforcer notre groupe, ce ne fut pas en vain, puisque nous avons reçu l'adhésion de plusieurs copains qui, avec nous, sont décidés à tout faire pour l'Espagne révolutionnaire, contre les politiciens conservateurs, et pour le syndicalisme dans la forme économique du communisme libertaire. Pour le groupe : Jarry.

CHELLES

SOLIDARITE

La réunion publique organisée par le groupe de Chelles le 10 passé, à laquelle prirent la parole nos camarades Coudry et Frémont, fut suspendue bien que non terminée, afin de faire place avec les communistes et socialistes aux prises avec les fascistes à Montfermeil.

Malgré les calamités qu'on déverse sur nous, nous avons montré que les anarchistes sont toujours prêts à répondre au premier appel des groupements dont, comme eux, se préoccupent l'abolition du fascisme mondial. Une fois encore la preuve est faite. — J. V.

Le journal « Le Républicain » de Meaux, des 13 derniers, au sujet de la vente à la criée des journaux sur le marché, spécifie bien la provocation de la part du P.S.F. et du P.P.F. puisqu'il dit : « C'est dans l'espérance d'une interdiction générale que les vendeurs du « Flambeau » et de « l'Emancipation Nationale » s'étaient joints à leurs adversaires. Et plus bas, il ajoute que le député-maire est tombé dans le piège. Et plus loin : « Bien joué. »

Que pensent les prols de la manœuvre et d'un naco qui se laisse prendre, comme un simple gibier, au piège tendu à la classe ouvrière, afin de lui diminuer ses moyens de lutte par publications et brochures ?

COLOMBES

A quelques calomniateurs

Nous avons eu l'occasion il y a quelques mois de remettre les choses au point alors que l'organe régional du P. C. calomnait les camarades du groupe de Colombes.

Et voici que dans le numéro du 11 février, un sympathisant du P.C. écrit que nous sommes des malpropres, que nous avons accompli une écurante besogne de division au meeting du 3 février, pour l'Espagne républicaine, qui fut organisé par le Club de la Jeunesse de Colombes.

Encore une fois rétablissons les faits :

Pourquoi Grampont, secrétaire de la J. C., au lieu de rester dans le sujet fit l'apologie de l'Union Sacrée et qu'il ne trouve comme argument, que d'exalter la puissance militaire de la France et de l'U.R.S.S. pour sauvegarder la paix ?

L'intervention de Frémont fut sévère, il fustigea comme il convenait ceux qui préparent les esprits à l'acceptation de la guerre impérialiste.

Les applaudissements que notre camarade reçut en se dressant contre l'union sacrée, en montrant le réalisme de nos camarades espagnols, ne vous ont pas plus fait plaisir.

Malgré que la V. P. pense le contraire, en fait de remettre les interrupteurs en place, l'auditoire fit bien à ce que les bobards n'avaient pas cours partout.

Concernant certains amis, si vous croyez démentir les faits et en lançant contre nous toutes sortes d'invections, vous vous trompez. C'est peut-être, nous serons toujours là pour empêcher les néo-patriotes (avec la peau des autres) d'exercer leur bourrage de crânes. — A.

BANLIEUE-SUD : GENTILLY

Sabotage

Jeudi 11 février, se tenait à la mairie une conférence du professeur Féouillay des Amis de l'U. R. S. S. sur : *André Gide a-t-il menti ?*

L'orateur ne parla pas du tout du livre d'André Gide et d'un bout à l'autre de son exposé, ce ne fut que l'apologie du procès de Moscou contre les bandits « trotskistes », la Russie armée et forte ne craignait rien, la trahison des condamnés, etc., etc., atlant même jusqu'à déclarer que si Malaga était prise et Madrid menacée c'était la faute aux trotskistes, agents de Franco déguisés en miliciens et autres balivernes. Il cita aussi l'admiration pour l'U. R. S. S. de M. Mercier « homme propre » oubliant de dire que M. Mercier avait été le premier fournisseur de fonds aux Croix de feu et qu'il était administrateur de 131 sociétés, au capital de 4 milliards. Voyez l'homme propre ! Pour nous, la cause est entendue, un exploitant milliardaire admirant une révolution n'est pas une bonne référence pour celle-ci. Le conférencier fut écouté sans obstruction et fit appel à la contradiction. « Par-

lez librement » dit-il à notre camarade Montel qui obtint quinze minutes pour situer notre point de vue, s'étonnant que les postes possibles de la révolution russe aient été laissés aux mains des condamnés de Moscou alors que Staline savait depuis longtemps (d'après le conférencier) que ceux-ci étaient des traitres. Ceci n'eut pas le don de plaire à M. le professeur qui interrompit au bout de quatre minutes notre causerie et salsa la réunion, prétendant voir les ouvriers se disputer entre eux que de les laisser entendre la vérité ou tout au moins un mot de cloche. Nous laissons les ouvriers de leur faire tirer les conclusions d'une telle attitude et leur demandons : Où sont les saboteurs ?

Le Groupe Banlieue-Sud.

VERT-GALANT — VILLEPINTE — VILLEPARISIS

Enfin, le groupe libertaire s'organise et nous avions les camarades que nous donnerons notre première conférence, vendredi 26 février, à 20 h. 30, salle Pradal, avenue Karl-Marx, Vert-Galant, Villepinte, où un orateur de l'U. A. exposera ce que nous voulons et les méthodes pour l'obtenir. Un camarade interprétera des chansons où se reflètent le mieux nos idées.

Puis, attention : incessamment nous essaierons de faire une grande fête au profit de nos camarades espagnols, c'est pourquoi nous réclamons à tous les sympathisants de venir joindre leurs efforts aux nôtres, si minimes soient ils, car de ceux-ci dépend le succès de notre fête et le triomphe de notre idéal. Pour les renseignements complémentaires, voir les communiqués du « Libertaire ».

Tous les dimanches, permanences café Dumel, avenue de la Gare, Vert-Galant, café Richard, 101, avenue de la Gare, Villeparisis, de 11 h. à 12 h.

VOIX DE PROVINCE

BREST

Sébastien Faure à Brest

Le groupe libertaire informe les lecteurs du « Lib. » et tous les sympathisants que notre ami fera, le dimanche 21 février, à 9 h. 30, une conférence à la Maison du Peuple, Bois-de-Boulogne, sur :

Naissance et mort des Religions

Ce sujet intéressera certainement nos camarades, à l'heure où les églises mènent une lutte acharnée contre la pensée libre.

Un droit d'entrée de 2 fr. sera perçu pour couvrir les frais.

Le Secrétaire.

DIJON

11 février 1937

Tiens, tiens !... un certain parti national dit « Communiste » s'occupe de nous paraît-il ?

Tant mieux camarades, nous sommes dans la voie juste, et remercions-les de nous faciliter notre travail.

13 février 1937

Rassemblement : défilé, discours. Des cris. « Trotsky assassin », « Staline assassin ».

Tiens, tiens, par exemple !... tous les jeunes ne penseront donc pas communiste ?

Ma foi non, les J. S. R. auxquels s'étaient joints les libertaires criaient : « A bas les deux sexes ! »

Quel troupet ! tout de même... dire que les jeunes refusent de faire de la chair à canon pour la générale majesté du Kremlin.

LYON

Hypocrisie Stalinienne

Les nacos vont de plus, en plus fort. On se souvient qu'après l'échec de la révolte des Aspirines et de la Catalogne d'octobre 1934, l'« Humanité » s'est répandue en insultes ignobles à l'égard de nos camarades Ascaso et Durruti. Ces deux hommes étaient des traires, des lâches, des vendus au capitalisme espagnol.

Maintenant que tous deux sont morts en héros sous les balles du fascisme, nos tristes sires cherchent à accaparer à leur profit la mémoire de nos chers disparus. C'est à nos yeux, croyez-moi, que l'ordre social et politique sera détruit.

Le moment est donc venu de se regrouper, pour montrer notre combativité.

Pour le soutien des révolutionnaires d'Espagne ; contre le fascisme ; contre le mensonge de la défense nationale, pour l'indépendance du mouvement syndical pour l'éducation libertaire des travailleurs.

Le groupe se réunit tous les vendredis au café Arthur, boulevard Voltaire, exceptionnellement vendredi 20 février.

Les fascistes rouges ont déjà voulu nous prendre. Maintenant, nous devons nous dégager de leur tutelle, en prenant leurs affaires en mains propres.

Malgré le détonnant de ces Messieurs du 82, de la Cigogne et ceux du 15, de la Rue Sainte, notre contre-manifestation fut assez bien réussie.

La nécessité d'une organisation et d'une coordination sérieuse des efforts de tous fut ressentie par tous et, en fin de congrès, la résolution suivante fut adoptée :

SAINT-HENRI (VALLEE-DE-SEON)

Après la Conférence filmée

Le passage dans la Vallée de Seon de la tournée de conférences avec film organisée par le groupe anarchiste, jeudi 28 janvier, s'est déroulé devant une salle archi-comble. Coussinier, du groupe, prend le premier la parole. Il tient à démontrer l'arrestation scandaleuse, sous un gouvernement de front populaire, du camarade Diné, condamné à quatre mois de prison à Toulon, et celle de Marchand, en Belgique, pour avoir aidé la révolution espagnole. Ensuite Ridel lui succéde et pendant une heure dit tout ce qu'il a pu voir en Espagne, le courage héroïque du peuple espagnol. Ainsi que l'espérance ardente, dans la victoire finale pour la construction de la nouvelle société basée sur le bien-être, la justice et la liberté. La salle lui fait une vibrante ovation.

Huit, à son tour, fit un tour d'horizon sur la genèse du drame espagnol, dénonçant l'entente avec Franco et l'appui que lui fournit le capitalisme international, ainsi que l'infame blocus, pratiqué par la France de front populaire envers nos frères espagnols. Il lance un appel aux groupes des forces prolétariennes révolutionnaires et aux syndicats à l'action, devant la faillite des partis politiques et la lutte à mener contre les dangers de guerre et de fascisme. Après la projection sur l'écran, de la formation à Barcelone, après l'écrasement des factieux, de la Colonne Durruti, la première partie pour Saragosse, où au passage de notre cher Durruti le public manifesta sa sympathie. Des applaudissements saluèrent les réparties en flammes, des égises servant de fortresses aux chiens fascistes, puis les images et idoles du clergé, brûlant sur les places publiques symbolisant la disparition du passé et l'espoir immense de tout un peuple dans l'avenir d'une ère nouvelle de libéralisme et de bien-être.

Le groupe des J. S. de Mailly-la-Ville (Yonne), réuni le 21 janvier 1937, après avoir examiné la situation actuelle — tant nationale qu'internationale — et les actes du Gouvernement Léon Blum, refuse sa confiance au Gouvernement de Front Populaire, à direction dite socialiste, qui n'est qu'à la remorque du parti radical et qui échoue au changement des 200 familles, qu'il avait pourtant promis de combattre en période électorale.

Refuse sa confiance au Gouvernement qui maintient les deux ans et augmente les crédits de guerre ;

Refuse sa confiance au Gouvernement qui veut augmenter les périodes de réserve, qui menace de militariser les femmes, qui condamne nos camarades soldats militants ouvriers et qui envisage — comme les lois fascistes — la préparation militaire obligatoire ;

Refuse sa confiance au Gouvernement qui laisse saboter les lois sociales que les ouvriers ont arrachées de force grâce aux grèves, qui laisse les capitalistes faire la hausse du prix, qui fait perdre ainsi à la classe ouvrière les quelques avantages qu'elle avait acquis par son action ;

Refuse sa confiance au Gouvernement qui ne s'écrit pas avec assez de sévérité contre les ligues fascistes, qui ne sont dissoutes que sur le papier ;

Refuse enfin sa confiance au Gouvernement qui base sa politique sur le souci principal d'assurer confiance aux capitalistes et qui, par ce compromis, ne donnera au peuple ni le Pain, ni la Paix, ni la Liberté.

Nous recevons de nos camarades de la Fédération Ibérique de la Jeunesse Libertaire la circulaire que nous publions ci-dessous :

A de semblables propositions, la J.A.C. a déjà envoyé son acceptation totale aux responsables de la F.I.I.L.

Nous renouvelons ici cette adhésion et nous espérons que dans un délai très bref la section française de la Jeunesse Anarchiste pourra envisager pratiquement une liaison plus étroite avec toutes les sections nationales de la Jeunesse Libertaire.

Nous répondons plus largement dans le prochain Libertaire aux propositions d'unité internationale présentées par nos amis espagnols.

La nécessité impérieuse s'impose d'orienter révolutionnairement la jeunesse inquiète qui désire un meilleur sort, une nouvelle structure sociale, plus juste et équitable, quand le républicanisme, le social-réformisme et le bolchevisme ne satisfont plus les volontés transformatrices de la jeunesse. Nous avons jugé indispensable de réunir un Congrès International de la Jeunesse Anarchiste comme le premier pas vers une étroite relation et cohésion de toutes les jeunes libertaires de divers pays. Ce congrès sera le début d'une nouvelle période révolutionnaire de labeur tenace et profond.

Jeunesse

Anarchiste

Communiste

Les yeux s'ouvrent...

Etudiants libertaire. — Un groupe fonctionne. Passer le samedi après-midi au « Lib. », pour les adhésions.

Jeudi 18 à 11 h. 30, causerie à la Maison de la Culture, 12, rue Navarin, sur : « Les anarchistes et l'Espagne », par Charles Robert. Invitation aux sympathisants.

• • •

CEUX QUI SAUVENT L'HONNEUR...

Pendant la grande tuerie...

La vérité sur l'opposition syndicale à la guerre dans le bassin de la Loire

A propos d'un article paru dans la Vie Ouvrière du 21 janvier sur les événements qui se produisirent dans le bassin de la Loire en opposition à la guerre, H. Raitzon a adressé à l'auteur de l'article Charles Poulin, la lettre suivante qui remet au point les faits et situe les incidents dans leur juste cadre : celui de la conscience ouvrière et de la fidélité à l'internationalisme prolétarien. La lettre n'ayant pas encore été publiée par la V. O., nous la publions bien volontiers en raison même de son intérêt historique. N. D. L. R.

1917. — Année troublée, dit Poincaré, qui pour ce qui se passe aux armées, mais Charles Poulin dit que les ouvriers entrent en lutte pour de meilleurs salaires, erreur complète, et mauvaise information, Andriau, secrétaire du Syndicat des métaux de Firminy est relevé de l'usine Jacob Holzer et dirigé sur le cabinet de Clemenceau pour de la être envoyé sur les lignes de feu. Afin de tromper la surveillance des camarades de Paris, aussitôt informé il est descendu à Versailles et dirigé en voiture sur Paris ; devant ce fait qui est fin septembre 1917, Firminy, Le Ricamarie, Le Chambon, déclenchent la grève et le soir même tout le bassin est réuni à Saint-Etienne, où la grève générale est décidée pour le lendemain, 8 heures.

Une délégation militaire et civile envoyée par Clemenceau arrive dans le bassin à 8 heures et voit la grève se déclencher sous ses yeux, métallurgie et bâtiment, Des paroissiens s'engagent pour la libération d'Andriau et son retour à son Syndicat et son poste de travail, mais devant l'intransigeance de la délégation qui avait été obligée de venir discuter à la Bourse de Travail de Firminy, les mineurs de la Loire réunis à Saint-Etienne le jour de la Sainte-Barbe apportent leur appui et dès le lendemain refusent de descendre dans les puits, au total 220,000 hommes et femmes en grève. De questions de salaires, aucune. Mais la libération d'Andriau, obtenue par la force syndicale qui revient à l'usine Jacob Holzer et reprend son poste de secrétaire des métaux. Cependant et malgré les menaces d'une affiche invitant tous peine de conseil de guerre les mobilisés à retourner à l'usine et aussi

malgré la force armée qui était dans le bassin, aucune défection n'eut lieu et la reprise du travail eut lieu sous la conduite des délégués syndicaux.

1918. — Qu'il ne faut pas passer sous silence, car d'autres faits ont leur importance pour le mouvement syndical : 1^{re} mai grève de 24 heures qui fut réussie.

20 mai, Congrès Minoritaire où assistent Monatte, de la V. O., Merheim, de la Fédération des Métaux, et Dumoulin, mobilisé à Roche-la-Molière. Une délégation rentrant de Paris et venait de discuter des salaires devant le colonel Well et le Lieutenant Gouinaud. Le ministre de l'armement, M. Loucheur, étant obligé de quitter Paris pour l'Italie à la suite de l'affaire de Caporetto. Délégation qui fut sans résultat. Mais il y avait eu Zimmerwald et le Congrès proposait les résolutions décis de déclencher un mouvement de grève pour soutenir des dirigeants de l'époque Clemenceau et autres d'entrer en pourparlers de paix avec les centraux.

22 mai, Quarante mille ouvriers du bassin de la Loire sont arrêtés à 3 heures du matin dans leurs chambres par la force armée, dirigés sur la prison militaire de Clermont-Ferrand en prévention de conseil de guerre : Périci fut arrêté à Paris et dirigé sur le même contre : 176 jeunes camarades sont relevés des usines et dirigés sur les armées et plusieurs milliers de mobilisés sont relevés du bassin de la Loire et dirigés sur d'autres usines, la répression donne ses fruits et tout rentre dans le calme pendant plusieurs années, encore une fois.

1919. — Pas de demandes de salaires, grève contre la guerre, J'en ai mains l'acte d'accusation du Conseil de guerre de Clermont-Ferrand qui a 45 tuéillers et qui la donnera une idée exacte de ce que j'avance. Maintenant, si tu as besoin de témoignages, il est facile d'en recueillir pour vérifier l'authenticité de ce que j'avance.

1^{re} Monatte, de la V. O. ; 2^{re} Jouhaux, de la C. G. T. ; 3^{re} Dumoulin, du Nord ; 4^{re} Léonard, de Saint-Etienne ; 5^{re} Julien Martin, de Rive-de-Gier ; 6^{re} Bernard, Vernet, de Lyon ; 7^{re} Vivier-Merle, de U. D. du Rhône et le seul regret que j'ai c'est que celui qui aurait dû me répondre, Andriau, ce que je fais à sa place, est décédé au mois de décembre 1936 et le 26 nous assissons, les camarades de la Loire et de Lyon à ses funérailles, à Villeurbanne (Rhône).

H. RAITZON
du Groupe des Emprisonnés de la
Loire, 1917, 1918, 1919.

LE GROUPE SYNDICALISTE
LUTTE DE CLASSES

organise une

GRANDE CONFÉRENCE

le vendredi 19 février au café « Le Tambour », 10, place de la Bastille.

Debat sur les conventions collectives. Pour tous renseignements et adhésion, s'adresser à : Léon Duvenet, 37, rue de Paris, à Boulogne-sur-Seine.

U. A. FEDERATION PARISIENNE

Réunions et Conférences
de la semaine

Vendredi 19 Février

15th ARRONDISSEMENT, à 20 h. 30, Salle du Tango, 86, av. Emile-Zola.

REUNION PUBLIQUE

LES EVENEMENTS D'ESPAGNE

Orateurs : Frémont, Doutreau de l'U.A., Marceau Pivert, 15th section socialiste, Parti, de la P.H.

Samedi 20 Février

SAVIGNY-SUR-ORGE, à 20 h. 30, Salle Dorgère, av. de la Gare,

REUNION PUBLIQUE
ET CONTRADICTOIRE
GUERRE, FASCISME, REVOLUTION.

Orateurs : Doutreau, Roger Coudry.

FRANCONVILLE, à 21 h., Salle Charron, rue du Plessis.

PROPAGANDE PAR LA CHANSON

Charles d'Avray dans ses œuvres ; Henri Guérin dans les œuvres de Gaston Couté ; Castella, chants révolutionnaires. Allocution par le camarade Frémont.

Mardi 23 Février

14th ARRONDISSEMENT, à 20 h. 30, salle du Clair de Lune, 15, rue de Vanves.

REUNION PUBLIQUE

LES EVENEMENTS D'ESPAGNE

Orateurs : Frémont, Coudry, Doutreau.

Jeudi 25 Février

17th ARRONDISSEMENT, à 20 h. 30, Restaurant, 3, rue des Apennins (17).

CAUSERIE EDUCATIVE

Les instincts et l'intelligence, le mécanisme de la pensée, l'étude, la décision, l'action.

Orateur : Erdrac.

Vendredi 25 Février

COURBEVOIE à 20 h. 30, Salle à l'Ami François, 7, av. Marceau.

REUNION PUBLIQUE

ET CONTRADICTOIRE

Ce que veulent les anarchistes, Orateurs : Roger Coudry, Frémont.

NOGENT, à 21 h., Salle Camus, 49, pd de Strasbourg.

REUNION PUBLIQUE

LES EVENEMENTS D'ESPAGNE

Orateurs : Ridel, Doutreau, Patom.

CHEZ LES TECHNICIENS

Un crime de
lèse-majesté
confédérale

Le zèle confédéral de certains responsables syndicaux dépasse parfois les bornes de la dignité qui est, aux militants conscients de leur mission qui est, non pas d'approuver toujours et sans réserves les actes des dirigeants si haut placés qu'ils soient, mais au contraire de les rappeler à l'occasion à l'ordre, si l'on juge que les intérêts de la classe ouvrière dont ils sont les mandants n'ont pas été mis à défendre, sinon traînés. C'est précisément ce qui s'est produit au cours de la déléguée à la C. G. T. du syndicat des techniciens. Un délégué, Berlai, reprocha à la facom originale dont il concouvent, dans le cadre de la collaboration avec le gouvernement de Front Populaire la défense des intérêts de la classe ouvrière (arbitrage obligatoire, nationalisation, échelle mobile, etc.).

Pour ce crime de lèse-majesté, Berlai s'est vu infliger un blâme sans même qu'on l'ait entendu devant le Comité syndical. Berlai avait cependant été régulièrement mandaté par la C. G. E. de l'aviation de la fédération des techniciens qu'il désigne, sachant exactement dans quelles conditions il acceptait de faire partie de la délégation, en pleine connaissance de cause et après avoir insisté auprès de lui.

Bertal a juste lire protesté contre ce blâme dans une lettre qu'il a adressée à son syndicat et qu'il concut de la sorte :

« Si vous entendez interdire la dénonciation d'une direction confédérale soucieuse bien moins d'exploiter dans un sens progressif la volonté de lutte de la classe ouvrière que de servir un gouvernement de la bourgeoisie, vous pouvez, en ce qui me concerne, me voter un blâme de blâme, en prévision des mes manquements futurs. J'espérez vous fournir l'occasion de les utiliser. »

Est-ce la fréquentation des sectaires du « général » Staline qui fait de Jouhaux et des membres du bureau confédéral des personnes tabou ? Jouhaux a pourtant été assez blessé — par ses nouveaux amis et doit être assez blindé contre les reproches pour que les trop zélés délégués du conseil syndical de la métallurgie aient pu s'abstenir d'une manifestation aussi ridicule que malicieuse envers un militant qui garde son franc-parler et son indépendance.

Aux Amis et Lecteurs
du Journal de Barcelone

LE JOURNAL DE BARCELONE n'est pas mis en vente. Il est offert gratuitement à tous ceux qui se préoccupent de connaître la vérité sur les événements d'Espagne.

Aucun service d'abonnement n'est prévu jusqu'à ce jour. Néanmoins les camarades désireux de recevoir LE JOURNAL DE BARCELONE peuvent faire parvenir leur adresse à la Généralité de Catalogne, 30, rue Saint-Augustin, Paris (2^e), et d'aider dans la mesure de leurs moyens, à continuer l'œuvre entreprise.

Travailleurs,
à l'action ? - Oui !

(Suite de la première page)

Nos chers camarades savent qu'il faut, avant tout, ruiner les odieux dessins de l'agresseur et que, pour cela, l'union de toutes les forces de résistance est indispensable pour réaliser cette union, ils n'ont reculé devant aucune des attitudes et mesures que leur imposait le primordial devoir d'une étroite collaboration, dans un but précis, sur un plan limité et incontestable avec les organisations et Partis qu'ils combattaient hier et qu'ils auront très probablement à combattre demain.

Mais nos frères transpyrénées savent aussi que toute lutte, de quelque nature qu'elle soit, implique, en même temps que le besoin de défendre les positions conquises et de ne pas reculer d'une semelle sur le terrain occupé, l'obligation d'attaquer, afin de gagner du terrain, de conquérir de nouvelles positions et de s'y consolider.

Le fait de plusieurs transpyrénées ayant aussi déclaré la grève, pour prévenir les délégués de l'époque Clemenceau et autres d'entrer en pourparlers avec les centraux.

Le fait de plusieurs transpyrénées ayant aussi déclaré la grève, pour prévenir les délégués de l'époque Clemenceau et autres d'entrer en pourparlers avec les centraux.

Le fait de plusieurs transpyrénées ayant aussi déclaré la grève, pour prévenir les délégués de l'époque Clemenceau et autres d'entrer en pourparlers avec les centraux.

Le fait de plusieurs transpyrénées ayant aussi déclaré la grève, pour prévenir les délégués de l'époque Clemenceau et autres d'entrer en pourparlers avec les centraux.

Le fait de plusieurs transpyrénées ayant aussi déclaré la grève, pour prévenir les délégués de l'époque Clemenceau et autres d'entrer en pourparlers avec les centraux.

Le fait de plusieurs transpyrénées ayant aussi déclaré la grève, pour prévenir les délégués de l'époque Clemenceau et autres d'entrer en pourparlers avec les centraux.

Le fait de plusieurs transpyrénées ayant aussi déclaré la grève, pour prévenir les délégués de l'époque Clemenceau et autres d'entrer en pourparlers avec les centraux.

Le fait de plusieurs transpyrénées ayant aussi déclaré la grève, pour prévenir les délégués de l'époque Clemenceau et autres d'entrer en pourparlers avec les centraux.

Le fait de plusieurs transpyrénées ayant aussi déclaré la grève, pour prévenir les délégués de l'époque Clemenceau et autres d'entrer en pourparlers avec les centraux.

Le fait de plusieurs transpyrénées ayant aussi déclaré la grève, pour prévenir les délégués de l'époque Clemenceau et autres d'entrer en pourparlers avec les centraux.

Le fait de plusieurs transpyrénées ayant aussi déclaré la grève, pour prévenir les délégués de l'époque Clemenceau et autres d'entrer en pourparlers avec les centraux.

Le fait de plusieurs transpyrénées ayant aussi déclaré la grève, pour prévenir les délégués de l'époque Clemenceau et autres d'entrer en pourparlers avec les centraux.

Le fait de plusieurs transpyrénées ayant aussi déclaré la grève, pour prévenir les délégués de l'époque Clemenceau et autres d'entrer en pourparlers avec les centraux.

Le fait de plusieurs transpyrénées ayant aussi déclaré la grève, pour prévenir les délégués de l'époque Clemenceau et autres d'entrer en pourparlers avec les centraux.

Le fait de plusieurs transpyrénées ayant aussi déclaré la grève, pour prévenir les délégués de l'époque Clemenceau et autres d'entrer en pourparlers avec les centraux.

Le fait de plusieurs transpyrénées ayant aussi déclaré la grève, pour prévenir les délégués de l'époque Clemenceau et autres d'entrer en pourparlers avec les centraux.

Le fait de plusieurs transpyrénées ayant aussi déclaré la grève, pour prévenir les délégués de l'époque Clemenceau et autres d'entrer en pourparlers avec les centraux.

Le fait de plusieurs transpyrénées ayant aussi déclaré la grève, pour prévenir les délégués de l'époque Clemenceau et autres d'entrer en pourparlers avec les centraux.

Le fait de plusieurs transpyrénées ayant aussi déclaré la grève, pour prévenir les délégués de l'époque Clemenceau et autres d'entrer en pourparlers avec les centraux.

Le fait de plusieurs transpyrénées ayant aussi déclaré la grève, pour prévenir les délégués de l'époque Clemenceau et autres d'entrer en pourparlers avec les centraux.

Le fait de plusieurs transpyrénées ayant aussi déclaré la grève, pour prévenir les délégués de l'époque Clemenceau et autres d'entrer en pourparlers avec les centraux.

Le fait de plusieurs transpyrénées ayant aussi déclaré la grève, pour prévenir les délégués de l'époque Clemenceau et autres d'entrer en pourparlers avec les centraux.

Le fait de plusieurs transpyrénées ayant aussi déclaré la grève, pour prévenir les délégués de l'époque Clemenceau et autres d'entrer en pourparlers avec les centraux.

Le fait de plusieurs transpyrénées ayant aussi déclaré la grève, pour prévenir les délégués de l'époque Clemenceau et autres d'entrer en pourparlers avec les centraux.

Le fait de plusieurs transpyrénées ayant aussi déclaré la grève, pour prévenir les délégués de l'époque Clemenceau et autres d'entrer en pourparlers avec les centraux.

Le fait de plusieurs transpyrénées ayant aussi déclaré la grève, pour prévenir les délégués de l'époque Clemenceau et autres d'entrer en pourparlers avec les centraux.

Le fait de plusieurs transpyrénées ayant aussi déclaré la grève, pour prévenir les délégués de l'époque Clemenceau et autres d'entrer en pourparlers avec les centraux.

Le fait de plusieurs transpyrénées ayant aussi déclaré la grève, pour prévenir les délégués de l'époque Clemenceau et autres d'entrer en pourparlers avec les centraux.

Le fait de plusieurs transpyrénées ayant aussi déclaré la grève, pour prévenir les délégués de l'époque Clemenceau et autres d'entrer en pourparlers avec les centraux.

Le fait de plusieurs transpyrénées ayant aussi déclaré la grève, pour prévenir les délégués de l'époque Clemenceau et autres d'entrer en pourparlers avec les centraux.

</

**L'offensive patronale
ne sera brisée que par
l'action directe
des travailleurs.**

**L'expérience des grèves
de juin doit être dans
la pensée de tous les
ouvriers.**

le libertaire syndicaliste

L'arbitrage obligatoire est la négation du droit naturel de l'ouvrier

Notre camarade Biso, qui a soutenu avec vaillance devant un Congrès presque entièrement dominé par les manœuvres communistes la thèse de la lutte autonome du prolétariat a résumé pour le Libertaire l'argumentation qu'il a développée contre l'arbitrage obligatoire et en faveur du contrat collectif.

Le contrat collectif pouvait être la vraie victoire de ce mouvement de juin, que l'Unité, certes, avait permis, que le gouvernement de Front populaire a subi, et qui était la véritable expression de libre sens syndical, d'action directe ne se réclamant d'aucun planisme mais du seul cahier des revendications immédiates.

Nous avions posé à la conférence d'information des Conseils syndicaux où le secrétaire confédéral rendit compte de la portée des accords Matignon, trois questions restées alors sans réponse. Elles visaient toutes trois le contrat collectif. Une de ces réponses est venue depuis : l'adhésion de la C. G. T. à l'échelle mobile des salaires.

Nous avions montré tout ce que le relèvement général des salaires avait d'illusoire s'il n'était pas garanti aux contrats collectifs par la clause d'adaptation automatique au coût de la vie : les indices.

Nous réclamions :

1° L'échelle mobile ;
2° Un salaire minimum vital par région et par catégorie professionnelle. Car si la base du salaire ne correspond pas au minimum vital par un être humain, l'échelle mobile qui ne traduit que les variations des indices ne modifie pas la faculté d'achat initiale. Un salaire misérable demeure misérable, même multiplié par cent, si le coût des choses a centuplé ;

3° La généralisation des tarifs syndicaux par catégorie professionnelle et par région avec sa conséquence, l'unification des prix industriels. Ces trois notions inscrites au contrat collectif en feront un instrument de transformation sociale totale, car elles tendent à élever toute la société française sur le plan supérieur de la satisfaction des besoins collectifs, des intérêts généraux, en réduisant au strict minimum la marge du profit.

C'est un dilemme :
On dépasser inlassablement la hausse des salaires et courir par là à la montée astronomique du coût de la vie, et c'est l'effondrement même du système capitaliste.

On accorde que le progrès technique a pour destin d'alléger la peine de l'homme et que l'abondance en dégoulinant doit trouver des facilités d'achat toujours accrues, d'où la nécessité de la réduction audacieuse du temps de travail et de production pour de plus hauts salaires.

La société qui a fait la Révolution de la Déclaration des Droits de l'homme, de la liberté politique, sera-t-elle capable d'adapter l'économie retardataire aux progrès de la science dans ses applications techniques, de supporter la libération des travailleurs, de faire la révolution de la liberté économique ?

Une terrible angoisse nous étreint à la pensée que l'égoïsme obstiné à garder ses avantages : la marge du gros profit tire jusqu'ici de l'exploitation de l'homme par l'homme, pourraient inciter le capitalisme à rechercher les moyens de retrouver l'ère des profits par une destruction massive des richesses et, conséquemment, de vie humaine : la guerre !

D'où qu'elle vienne, le doute ne sera pas permis, que c'est lui qui l'aura déclenchée. L'opposition irréductible à toute guerre est le devoir le plus sacré pour l'être humain qui aime sa famille, ses amis, sa culture, l'idéal de fraternité humaine et cette civilisation héritée de siècles douloureux dont le champ pacifique s'offre si vaste à l'esprit humain !

Le contrat collectif possède ces virtualités pacifiques.

**

Qu'avait-on besoin de l'arbitrage obligatoire ? Nous entendons bien qu'il a calmé les inquiétudes des gens d'en face.

La neutralisation même des usines leur plait mieux, cette neutralisation dont certains d'entre eux, pourtant, ont dit qu'elle les brimait plus encore que les occupations d'usines.

Le respect de la propriété concernant les occupations d'usines est un argument qui ne peut troubler le monde ouvrier.

Qu'il était donc la propriété quand la Révolution française a proclamé le principe ? Un droit (user et abuser) de jouissance personnelle, s'attachant à la personne.

Il n'est pas question d'un pouvoir de droit divin qui est devenu le préjugé du grand patronat à l'avènement de la grande industrie et des sociétés anonymes — et moins encore d'une délégation de ce pouvoir à un intermédiaire, l'administrateur de sociétés.

Les ouvriers ont tellement le sentiment que l'usine leur appartient — pour toute la partie du potentiel de la production des richesses qu'ils représentent — qu'ils ont grasse, soigné, sauvegardé leurs machines, leurs outils, leur gagne-pain.

Et devant cette notion qu'ils ont de la légitimité de leur part de propriété, l'expulsion qu'impose la loi leur apparaît une atteinte à un droit naturel.

L'occupation des usines est la simple consécration et la forme moderne et la plus efficace du droit de grève.

C'est ce droit que vient de réduire jusqu'à l'annihiler l'arbitrage obligatoire, comme il vient de vider de ses virtualités le contrat collectif.

Un secrétaire de l'Union a pu dire au Congrès que l'arbitrage obligatoire avait une vertu de regroupement et en conséquence d'accroissement des forces ouvrières.

Cette vertu de regroupement, elle est seule et tout entière dans le contrat collectif qui généralise les salaires, unifie par là les prix de l'industrie et met un terme à la course du dévaluation des prix de revient, c'est-à-dire à l'effondrement des salaires.

L'échelle mobile que certains voulaient montrer comme amollissant la combativité ouvrière et qui a permis, dans les rares industries, où elle est appliquée, toutes les revendications de revalorisation des salaires de base en même temps que l'ajustement au coût de la vie — est

UN PROBLÈME QUI DOIT ÊTRE RÉSOLU

La garantie du salaire

Devant la montée vertigineuse des prix qui vient anéantir les augmentations obtenues en juin, se pose à nouveau un problème que l'on ne doit plus permettre d'écarté : celui de la garantie du salaire, comparativement aux fluctuations du coût de la vie.

Chacun sait que ces fluctuations ont des sources plus ou moins suspectes et que les agiotages de la finance et du commerce n'y sont pas absolument étrangers. C'est pourquoi, au moment des accords Matignon sur les rajustements des salaires, nous avions réclamé, comme complément indispensable pour garantir le pouvoir d'achat ouvrier, l'application généralisée de l'échelle mobile.

À cette époque où l'offensive ouvrière battait son plein, il était facile d'obtenir cette revendication ; cependant, d'après nos dirigeants ouvriers, « tout n'était pas possible ». C'est à l'aide de cette formule que l'on torpilla l'échelle mobile... et le reste.

Cette situation empirique devait faciliter les manœuvres du patronat spéculant sur la dévaluation pour reconquérir le terrain perdu. C'est alors que les dirigeants ouvriers posèrent à leur tour (O ! combien timidement), la revendication de l'échelle mobile. Cette fois, ce furent les politiciens affairistes de la Chambre et du Sénat qui se chargèrent de l'avortement de cette disposition décidément indésirable.

Si bien qu'aujourd'hui prolo se retrouve la victime expiatrice d'une situation qu'il a contribué à créer par sa carence et sa crédulité.

Pourtant, dans certaines branches importantes de l'industrie et du commerce, des procédures de conciliation et d'arbitrage avaient été demandées par les organisations ouvrières pour

obtenir le rajustement des salaires. En novembre, le syndicat des métallurgistes de la Seine, se basant sur les indices officiels qui indiquaient une hausse des prix de 14 %, avait notamment revendiqué un rajustement des salaires de 15 %. Avec toute la rapidité que comporte pareille procédure (durant laquelle délégués ouvriers et patronaux, arbitres, surarbres, doivent donner leur avis) le dernier de ces messieurs, après trois mois de pourparlers, vient de rendre sa sentence (qui est sans appel), en accordant en tout et pour tout 8,5 % aux ouvriers avec effet rétroactif du 18 janvier.

Ainsi, non content de frustrer les ouvriers de près de la moitié du rajustement demandé, l'arbitre gouvernemental, professeur de son état, leur esquive encore deux mois de ce sursalaire au profit des patrons. Qu'on nous ait alors après cela des débats de l'arbitrage.

Imperturbables, les dirigeants du syndicat des métallurgistes de la Seine ont engagé une nouvelle procédure pour un rajustement de 10 % : car, n'est-ce pas, durant le temps écoulé par le précédent arbitrage, les manœuvres spéculatives des fauteurs de vie chère n'ont fait que se développer devant l'inertie gouvernementale. Attendons donc quelques mois pour connaître le résultat de ces pourparlers dont les travailleurs continueront à faire les frais. On appelle cela « engager la bataille avec le minimum de sacrifices ».

Quoi qu'il en soit, les magnats de l'industrie et de la mercerie, eux, ne s'embarrassent pas de subtilités. Liés par les conventions collectives ils acceptent les décisions de l'arbitre concernant les salaires qui, rappelons-le, n'entrent que

pour environ 30 % dans le prix de revient, mais s'emparent d'augmenter du double le prix des produits. Voici des cas précis : Renault annonce une nouvelle augmentation de 15 0/0 ; par le même moyen le syndicat des maîtres imprimeurs, ayant dû consentir un relèvement de salaire de 10 %, annonce une augmentation de 20 % ; les blanchisseries au détail appliquent 50 % d'augmentation ; dans le textile c'est pire encore : une pelote de ficelle, vendue il y a un mois 13 fr. 50, coûte aujourd'hui 27,75. Le reste à l'avenant. Dans l'alimentation, l'indice sûr des ménages vient confirmer au travailleur que cette tactique n'a d'autre but que celui de lui enlever comme consommateur ce qu'il a pu arracher en tant que salarié.

En réponse à cette nouvelle offensive contre laquelle menacent à nouveau de se dresser les travailleurs, le gouvernement de Front Populaire multiplie les promesses de sanctions contre les spéculateurs. Blum avec la complicité des responsables syndicaux prêche la patience aux gars du bâtiment et aux fonctionnaires au lieu de toucher au capital.

Devant les failles répétées du gouvernement dans ce domaine, la classe ouvrière, qui a su imposer les quarante heures et les congés payés, doit exiger des garanties efficaces pour conserver sa capacité d'achat. Si les organismes officiels révèlent leur carence pour enrayer les agissements capitalistes, c'est aux syndicats, à leurs sections d'entreprises d'appliquer un contrôle ouvrier efficace pour mettre à nu les vices fondamentaux du régime qui ne succombera que par leur action directe et vigilante.

N. FAUCIER.

Nouvelles escroqueries

L'escroquerie est le trait caractéristique du Gouvernement de Front populaire. Tel il avait commencé son règne et tel le poursuit en multipliant les promesses non réalisées, les subtilités explicatives, la surenchère pour l'avenir. Ce qui est plus élémentaire c'est de voir combien le prolétariat est lent à ouvrir les yeux, combien il est encore disposé à passer la tête dans le licou. Il est vrai que précisément la force du Front populaire consiste à empêcher par le venin des faux serments jusqu'à la conscience ouvrière même, celle-ci ne peut malgré tout concevoir tout le cynisme des fonctionnaires syndicaux acceptant les plus infâmes manquignolages.

At cours de dernières semaines tour à tour fonctionnaires, bâtimentiers, métallurgistes et mineurs se sont laissé stériliser leurs yeux d'arracher des salaires meilleurs.

Les déclarations des leaders syndicaux dans les mines, arguant d'une demande de Léon Blum plébiscitant sur l'intérêt national, avaient amené l'acceptation par les syndicats mineurs d'heures supplémentaires en souterrain, c'est-à-dire dans les conditions de travail les plus cruelles et les plus meurtrières. La contrepartie était la promesse patronale d'embêcher ce qui restait de chômeurs et d'augmenter les salaires.

Or précisément, un des bonzes qui avait servi de démarche patronal dans le traquenard tendu aux mineurs vient de dévoiler le pot aux roses : Duguet parlant au nom des hiérarchies syndicales supérieures est forcé de reconnaître que les directions des entreprises se refusent à accepter et cela par listes entières de chômeurs ayant un stage de travail ou fond variant de 3 à 14 ans. Quant au salaire il est question de jeter aux mineurs 5 % comme os à ronger ; cela pendant que le ministre Spinasse avoue 11,5 % de renchérissement dès décembre et les ménagères savent si depuis le Front populaire a su faire danser le sac aux provisions.

A peu près le même cynisme dans l'escroquerie faite aux métallurgistes parisiens. Que de meetings, que de trémodans dans la voix pour annoncer les luttes imminentes pour le rajustement des salaires en faisant sonner bien haut le chiffre des 15 % présenté comme l'extrême limite des concessions pouvant être faites en cette matière. Ah oui ! attendez donc le célèbre prédispositif, le professeur Oualid allait se charger au cours d'un magnifique superarbitrage de faire disparaître la moitié des revendications ouvrières dans ses manches : les métallurgistes n'auront que 8,5 % et en les délayant sur plusieurs pages consécutives. Léon Blum gravement tenant le paravent dissimulant cette opération jusqu'à ce que les Fratellini du syndicalisme : les Timbaud, les Béroud et autres Costes aient le temps d'accourir pour détourner par leurs cabrioles l'attention des prolétaires suivant de leurs yeux écarquillés les quelques sous promis. Le truc ne fut pas compliqué : au lieu de l'ensemble des délégués syndicaux, seuls les secrétaires furent admis à délibérer sur l'acceptation du superarbitrage. Puis les ténors du boniment se rendirent dans les usines pour établir qui osait donc voter contre une nouvelle augmentation de 10 % celle-là absolument garantie par un nouvel superarbitrage et cela, mais absolument certainement à partir du 1^{er} mars. Ainsi de décembre en février, et de février en mars. Et si cette histoire vous amuse nous allons la recommander.

Nous allons la recommander chez les bâtiments en changeant à peine quelques comparaisons. Là encore meetings au Vélodrome d'hiver, annonçant les levées formidables ; en attendant les démonstrations se bornaient à se laver les mains 5 minutes avant l'heure pour être frais et pimpants en écoutant le « terrible » Arrachard. Ensuite vint le clou du spectacle : l'apôtre Blum daignait descendre sur un chantier et approcher ces bâtiments sur lequel il travaillait même ; il s'agissait de leur demander de travailler samedi, dimanche, voire passer les nuits, tout cela sous le signe de la semaine des 40 heures triomphante. Mais pour parler des fatigues supplémentaires liées au compensation de cette fatigue supplémentaire la voix de Blum se faisait chevrotante et suppliait de ne pas trop exiger.

Que de fadaises douceâtres d'égoïsmes dans ce micro : l'orgueil de la France, le triomphe de l'art et de la technique jusqu'au mal, fâche de travail, utilisée pour que la bourgeoisie puisse faire la foire à la date fixée. Et que de promesses que de promesses : après l'Exposition ce que vous allez, bâtiments, en avoir des travaux publics ; puis calmez-vous, puisque Léon Blum vous le dit, aucun patron, hors d'Exposition, ne touchera aux 40 heures. Voilà ce qu'Arrachard a arraché.

Ah non, pardon, il y a encore naturellement, un petit superarbitrage promis ! A qui le tour de faire le personnage intégré ? Va-t-on aller rechercher le Boucheron-Mazères. L'ami personnel de Blum, vous savez celui qui enveloppa si bien les copains de l'alimentation ? Ou bien est-ce encore Oualid, le professeur en escamotage, qui va s'y sévir ? Il y en a de la besogne pour les Groupes Anarchistes d'Usine avant que tous les crânes boursiers du Front populaire ne se remettent à réfléchir. Et pourtant ça commence à rouspéter dur dans certains coins. A nous, anarchistes, d'y être présents et puis des présents actifs.

N. LENOIR.

Dans les boîtes et sur les chantiers

AUX COMPTEURS DE MONTROUGE

Le 9 dernier il était décidé entre secrétaires syndicaux et délégués d'ateliers qu'une assemblée générale de l'usine était nécessaire pour prendre l'avis des ouvriers et ouvrières au sujet des 8,5 % accordés si généralement par le super-arbitre. Cette réunion eut lieu en présence d'une nombreuse assistance, ce qui prouve l'intérêt porté par les ouvriers aux rajustements de leurs salaires. Tous votèrent unanimement pour l'augmentation de 10 %.

Tout dernièrement il a voulu renvoyer quatre ouvriers sous le prétexte de manque de travail. Les ouvriers congédiés s'en furent expulsés, l'affaire au syndicat qui leur conseilla d'après une nombreuse assistance, ce qui prouve l'intérêt porté par les ouvriers aux rajustements de leurs salaires. Tous votèrent unanimement pour l'augmentation de 10 %.

L'arrangement fut le suivant : les quatre ouvriers furent repris sous la condition de ne jamais plus faire grève et de s'en remettre aux conditions de travail fixées par le patron. Nous qui leur cédâmes tout ce qu'il y avait de plus comme le patron ne fut pas reçu — de « s'arranger » avec le patron.

L'arrangement fut le suivant : les quatre ouvriers furent repris sous la condition de ne jamais plus faire grève et de s'en remettre aux conditions de travail fixées par le patron. Nous qui leur cédâmes tout ce qu'il y avait de plus comme le patron ne fut pas reçu — de « s'arranger » avec le patron.

Le patron, le contrat collectif est presque partout violé. Il faut dire qu'une partie de responsabilité revient aux dirigeants syndicaux qui ne savent plus que conseiller — devant un patron d'autant plus tyrannique qu'il sent s'éloigner le patron — la patience, les accommodements.

Si les ouvriers de la chaussure ne veulent pas voir s'aggraver encore la situation, il est urgent qu'ils en reviennent aux moyens d'action directe qui leur ont si bien réussi.

A L'ASSOCIATION DES OUVRIERS DE PRÉCISION

Constitution d'un groupe d'usine Il est temps que ceux qui veulent lutter pour l'indépendance du syndicalisme contre certaines méthodes réformistes et autres, contre une C.G.T. à la remorque d'un gouvernement, contre le fascisme et la dictature de gauche ou de

droite, pour barrer la route au militarisme et pour que les syndicats ne soient pas à la merci des plus ou moins véreux, pour juger de leurs revendications, pour lutter contre l'arbitrage obligatoire, et revenir au syndicalisme de lutte de classes et pour la disparition de l'exploitation de l'homme par l'homme, que ceux qui sympathisent viennent à nos réunions.

Pour le groupe : Bachmann.

CHEZ GNOME ET RHÔNE

Unir — Unir — Unir

Tels sont les mots d'ordre que l'on nous donne à la porte de chez Gnome et Rhône. Il fallait voir l'ambiance de l'assemblée générale du 13, à la Grange-aux-Belles.

On voyait les nacos déchirés après les combats qui ne pensent pas à « l'emp